

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

**PAS DE DÉMOCRATIE
SANS DÉSŒBÉISSANCE
AUX TRAITÉS**

Gwenaël Brèes
Page 6

**LA FINITUDE
DE NOTRE CIVILISATION:
ENTRE LIMITES ET
FRONTIÈRES**

Pablo Servigne & Raphaël Stevens
Page 3

**NUCLÉAIRE:
LE SCANDALE
PERMANENT!**

Page 9

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



Illustration: Aurore Vegas

SOMMAIRE

LA FINITUDE DE NOTRE
CIVILISATION : ENTRE LIMITES
ET FRONTIÈRES

Pablo Servigne & Raphaël Stevens / Page 3

EFFACER
LE "DÉSIR MÊME DE
RÉSISTANCE"

Jean-Claude Paye / Pages 4-5

PAS DE DÉMOCRATIE
SANS DÉSOBÉISSANCE
AUX TRAITÉS

Gwenaël Breës / Pages 6-8

DOSSIER
NUCLÉAIRE : LE SCANDALE
PERMANENT!Introduction
Page 9L'énergie nucléaire :
un choix politique des années 1950...
Pages 10-11L'accident impossible
a eu lieu trois fois
Pages 11-14-15Centrales belges
et évacuation: "tout va bien!"
Pages 12-13Entretien: L'histoire de
la fissure qui cachait la faille
Pages 16-17

Pages 9-17

CARTES POSTALES

Jean-Pierre L. Collignon / Page 18

COUPS DE MAIN CONTRE
NATURE AU GOLAN ?

Halau / Page 19

ALTERNATIVE:
UN OBSERVATOIRE
SCRUTE LES INÉGALITÉS
EN BELGIQUE

G.H. et A.P. / Pages 20-21

BRÈVES/FSF

Page 22

AGENDA / RENCENSIONS

Page 23

SCHIZOPHRÉNIE NORMALISÉE

La rédaction de Charlie-Hebdo se fait massacrer, les chefs d'État criminels se réunissent en tête de cortège à Paris pour défendre la liberté d'expression; Christine Lagarde, dont le salaire à la tête du FMI dépasse les 30000 euros par mois¹ fait une allocution à Bruxelles, lors des Grandes Conférences Catholiques, et le journal La Libre, partenaire de l'événement, reprend ses propos cyniques et spécieusement philanthropes: «*Nul besoin d'être altruiste pour soutenir des politiques qui rehausseront les revenus des pauvres et des classes moyennes. Tout le monde y gagne, car ces politiques sont indispensables pour rendre possible une croissance économique plus vigoureuse, plus solidaire et plus soutenable*»; ceux qui ont tenu et tiennent tête aux injonctions de la Commission et des vautours du FMI et de la banque mondiale en Grèce sont tancés par Jean-Claude Juncker et sa clique. Celui qui fait la leçon est l'ancien premier Ministre du Luxembourg, paradis fiscal notoire, dont les responsabilités dans le Luxleaks sont plus que troubles, et qui sera remercié en devenant, en 2014, Président de la Commission; Freddy Thielemans tente de convaincre la populace des bienfaits de nouveau méga centre commercial Néo au Heysel... et quitte son mandat de bourgmestre pour profiter des... bienfaits financiers comme secrétaire général du Parc des expositions de Bruxelles².

Défense de la liberté d'expression de la part des censeurs, promotion de l'égalité au service de l'inégalité, remontrances morales de la part d'un laquais des banquiers voleurs, confection d'un trône privé orchestrée depuis le public. Cherchez l'erreur!... il n'y en a pas. Ces quelques exemples ne sont que l'illustration de l'arrogance inacceptable et acceptée, dont les héros sont assurés que les contradictions indécentes de leur manifestations et de leurs propos resteront silencieuses, tant les médias de masse s'emploient à décrire leurs gesticulations sans jamais les mettre en lien et nous éclairer sur leurs enjeux. Leur statut même leur confère leur prestige et leur caractère intouchable. Mais si elles sont acceptées, c'est aussi que nos cerveaux ont été préparés à le faire et que nous avons une pensée du monde qui nous rend ces contradictions invisibles: peu de responsabilités, par exemple, dans

la pauvreté dès lors que le seul effort permettrait, selon le mythe, d'accéder à la richesse; aucune révolte, ou si peu, quand on nous annonce qu'un footballeur belge touchera 330000 euros par semaine de 5 jours, donc 66000 euros par jour, soit 8250 euros de l'heure si on lui compte des journées de travail de huit heures. Mais beaucoup, encore, restent les yeux rivés sur l'écran qui passe le dernier match. Normal quand la norme est l'absence de limites. L'indécence suprême, c'est celle de ne même plus la voir, et donc de ne pas trouver de raison de s'indigner.

Ce que certains perçoivent comme des contradictions ne seraient toutefois pas les manifestations pathologiques d'un corps sain, mais sont bien plutôt les signes du fonctionnement normal d'un système destructeur où certains luttent pour le maintien de leurs avantages tout en continuant à faire croire qu'ils œuvrent pour le bien commun. La moralité dans ce spectacle est un jeu.

La barbarie n'est pas à venir, elle est bien présente et en amélioration constante. Et le maintien de l'indifférence et de l'acceptation présage le pire. La bonne pensée occidentale évoquera toujours la barbarie chez l'autre, percevra en lui le monstre, lui renvoyant en retour l'image de société moderne et aboutie que les «sauvages» se devraient d'imiter. C'est pourtant bien l'Occident qui a l'apanage du terrorisme, lui qui pille et tue pour maintenir un mode de vie «non négociable».

Attribuer constamment la faute à l'autre, percevoir en lui le «barbare», c'est tacitement définir notre position comme humaine et préférable; c'est toujours refuser de voir en quoi la situation de l'autre est liée à la nôtre.

Alexandre Penasse

- (1) Au total, la directrice touchera 551 700 dollars (380 989 euros) par an, une somme nette de taxes sur le revenu. Le Figaro.fr, 05/07/2011. Voir également <http://m.lalibre.be> ou sur le site du FMI <http://www.imf.org>
- (2) Voir «*Je m'en fiche, moi je veux mon projet*», Kairos septembre-octobre 2012.

PAS DE JOURNAL
SANS VOUS!

Après plus de 3 ans et demi d'existence, le journal survit économiquement. Les ventes en librairie et les abonnements augmentent, mais il est encore courant de découvrir que même dans des lieux où la pensée s'exerce et les luttes se font, l'existence de *Kairos* n'est pas toujours connue.

Nous sommes persuadés que chacun d'entre-vous, à son niveau, peut participer activement à la diffusion du journal *Kairos*. Cela demande «juste» d'y penser et de prendre un moment. Si chacun de nos lecteurs parvenait par exemple à ce qu'une de leurs connaissances s'abonne, nous doublerions le nombre d'abonnés.

Après bientôt quatre ans d'existence, nous pensons que c'est là le seul moyen d'assurer une large diffusion de nos idées. Dans notre vision de *Kairos*, notre lectorat fait partie intégrante du journal! N'hésitez d'ailleurs pas à vous manifester pour toute question/envie/aide à nous apporter dans le projet..

ERRATUM

Dans une des brèves de notre dernier numéro («Tous connectés pour la sécurité»), nous nous sommes laissés bernier par un hoax du 1er avril. Donc, les bracelets électroniques ne sont pas encore à l'ordre du jour en cette rentrée pour les écoliers, heureusement! Mais en délivrant une intoxication aussi plausible, Le Ligueur a joué sur du velours. En cela, son canular nous dessille les yeux, car la tyrannie technologique est toujours bien à nos portes. Disons que notre confrère s'est peut-être montré prémoniteur. Alors, ouvrons l'œil (l'anatomique, pas l'électronique).

B. L.

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion et de
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin,
septembre, novembre, février
+ un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
Avenue du Marquis, 34–B
6220 FLEURUS

Tirage: cet exemplaire a été
tiré à 1 500 exemplaires

Routage: Cambier / livré chez Tondeur
par Dioxyde de Gambettes

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Th. Vander Elst, 89,
1170 Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09
M. (00 32) 485/057 744

**Les articles n'engagent que
la responsabilité de leurs auteurs**

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Sarah Cleeremans & Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Marie-Claire

Chroniqueurs/Rédacteurs
Gwenaël Breës, Paul Lannoye,
Jean-Pierre Léon Collignon
La Foire aux Savoir-Faire asbl,
Bernard Legros et Gérald Hanotiaux

Illustrations
Aurore Vegas, Lison de Ridder,
Priscilla Beccari, François Hubert,
Catherine Pellin, Fabienne Loodts, Mr.
lou, Alexandra Dieu, Rachel Magnan,
Agathe Payen, Léonore Fresnois,
Titom, Chanic, Pierre Lecrenier

Ont contribué à ce numéro
Pablo Servigne & Raphaël Stevens,
Jean-Claude Paye, Halau,
Hector Ticolis, Nicolas Bras,
Charlotte Mijéon

LA FINITUDE DE NOTRE CIVILISATION : ENTRE LIMITES ET FRONTIÈRES

On entend souvent dire qu'il est impossible d'avoir une croissance infinie dans un monde fini. Un monde fini ? Mais où se trouvent ces fameuses limites ? Et quelles sont-elles ? Pour bien comprendre, il est nécessaire de distinguer les limites (infranchissables) des frontières (franchissables).

Prenez la métaphore de la voiture. Après un démarrage lent et progressif, la voiture (notre civilisation industrielle) prend de la vitesse à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et entame une ascension époustouflante appelée « la grande accélération ». Aujourd'hui, après quelques signes de surchauffe et de toussotement du moteur, l'aiguille de la vitesse se met à vaciller. Va-t-elle continuer à grimper ? Va-t-elle se stabiliser ? Va-t-elle redescendre ?

Simple, voire simpliste, la métaphore de la voiture a le mérite de distinguer clairement les différents « problèmes » auxquels nous sommes confrontés. En réalité, notre civilisation industrielle ne va pas droit dans le mur. Elle est confrontée à deux autres types de limites, ou plus précisément, à des limites (limits) et à des frontières (boundaries). Les limites sont représentées par la fin de notre réservoir d'essence, et les frontières par les bords de la route.

LES LIMITES : LA FIN DU RÉSERVOIR D'ESSENCE

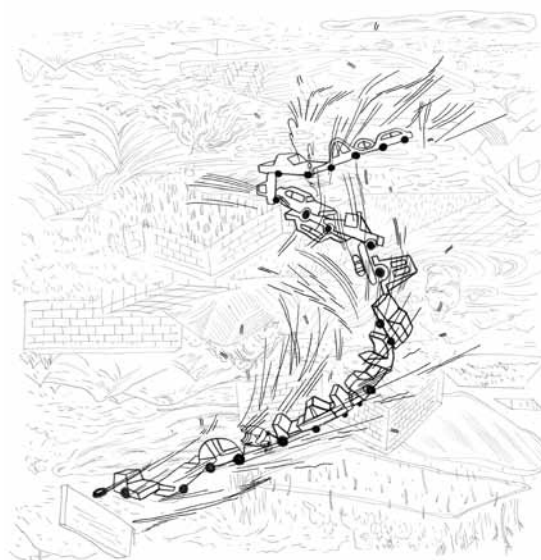
Pour se maintenir, éviter les désordres financiers et les troubles sociaux, notre civilisation industrielle est obligée d'accélérer, de se complexifier, et de consommer de plus en plus d'énergie. Son expansion fulgurante a été nourrie par une disponibilité exceptionnelle — mais bientôt révolue — en énergies fossiles très rentables d'un point de vue énergétique, couplée à une économie de croissance et d'endettement extrêmement instable.

Mais la croissance de notre civilisation industrielle, aujourd'hui contrainte par des limites géophysiques et économiques, a atteint une phase de rendements décroissants. La technologie, qui a longtemps servi à repousser ces limites thermodynamiques, est de moins en moins capable d'assurer cette accélération et « verrouille » cette trajectoire non durable en empêchant l'innovation d'alternatives.

L'ère des énergies fossiles abondantes et bon marché touche à sa fin, comme en témoigne la ruée vers les énergies fossiles non conventionnelles aux coûts environnementaux, énergétiques et économiques prohibitifs. Cela enterme définitivement toute possibilité de retrouver un jour de la croissance économique, et donc signe l'arrêt de mort d'un système économique basé sur des dettes... qui ne seront tout simplement jamais remboursées.

LES FRONTIÈRES : LA SORTIE DE ROUTE

En plus des limites infranchissables qui empêchent physiquement tout système économique de croître à l'infini, on trouve des « frontières » invisibles, floues, et difficilement prévisibles. Ce sont des seuils au-delà desquels les systèmes dont nous dépendons se dérèglent, comme le climat, les écosystèmes ou les grands cycles biogéochimiques de la planète. Il est possible de les franchir, mais les conséquences n'en sont pas moins catastrophiques. Ils représentent les bords de la route, au-delà desquels notre voiture quitterait une zone de stabilité et ferait face à des obstacles imprévisibles. Une vitesse trop élevée du véhicule ne permet plus de percevoir les détails de la route et augmente inévitablement les risques d'accident...



Les sciences de la complexité ont découvert récemment qu'au-delà de certains seuils, les systèmes complexes — dont les économies ou les écosystèmes — basculent brusquement vers de nouveaux états d'équilibre impossibles à connaître à l'avance, voire s'effondrent. Le système climatique global, de nombreux écosystèmes ou de grands cycles biogéochimiques de la planète ont aujourd'hui quitté la zone de stabilité que nous leur connaissons, annonçant le temps des grandes et brusques perturbations, qui en retour déstabiliseront (et probablement anéantiront) les sociétés industrielles, le reste de l'humanité voire même la majorité des autres espèces.

La transgression des frontières annonce des ruptures de systèmes alimentaires, sociaux, commerciaux ou sanitaires, c'est-à-dire concrètement des déplacements massifs de population, des conflits armés, des épidémies et des famines. Dans ce monde devenu « non-linéaire », les événements imprévisibles de plus forte intensité seront la norme, et il faut s'attendre à ce que régulièrement les solutions que l'on tentera d'appliquer perturbent encore davantage ces systèmes.

NOUS SOMMES COINCÉS

Chacune des limites (énergie, minéraux, etc.) et des frontières (climat, biodiversité, etc.) sont à elles seules capables de sérieusement déstabiliser la civilisation. Le problème, dans notre cas, est que nous nous heurtons simultanément à plusieurs limites et que nous avons déjà dépassé plusieurs frontières !

Le paradoxe qui caractérise notre époque — et probablement toutes les époques où une civilisation se heurtait à des limites et transgressait des frontières —, est que plus notre civilisation gagne en puissance, plus elle devient vulnérable. Le système politique, social et économique moderne globalisé grâce auquel plus de la moitié des humains vivent a sérieusement épuisé les ressources et perturbé les systèmes sur lesquels il reposait, au point de dégrader dangereusement les conditions qui permettaient autrefois son expansion, qui garantissent aujourd'hui sa stabilité, et qui lui permettront de survivre.

Le résultat est clair, mais il fait mal. Pour nous préserver de trop grandes perturbations climatiques et écosystémiques (qui sont les seules à menacer l'espèce), il faut un arrêt du moteur. Le seul chemin à prendre pour se ménager un espace sans danger est donc de stopper net la production et la consommation d'énergies fossiles, ce qui mène à un effondrement économique et probablement politique et social, c'est-à-dire à la fin de la civilisation thermo-industrielle.

A l'inverse, pour sauver le moteur de notre civilisation industrielle, il faut transgresser toujours plus de frontières, c'est-à-dire continuer à prospecter, creuser, produire et croître toujours plus vite. Cela mène inévitablement à des points de basculement climatiques, écologiques, et biogéophysiques, ainsi qu'au pic des ressources, donc en fin de compte au même résultat — un effondrement — à cela près qu'il pourrait être doublé d'une extinction de l'espèce humaine, voire de presque toutes les espèces vivantes.

Pour reprendre la métaphore de la voiture, alors que l'accélération n'a jamais été si forte, le niveau de carburant indique que nous sommes sur la réserve et que le moteur, à bout de souffle, se met à fumer et à tousser. Grisés par la vitesse, nous quittons la piste balisée et dévalons, avec une visibilité quasi nulle, une pente abrupte truffée d'obstacles. Certains passagers se rendent compte que la voiture est très fragile, mais apparemment pas le conducteur, qui continue à appuyer sur le champignon !

Pablo Servigne & Raphaël Stevens

Extraits de *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, de Pablo Servigne & Raphaël Stevens. Seuil, 2015, 300 p.

Dans ce livre, nous rassemblons tous les indices qui laissent penser qu'un effondrement de nos sociétés modernes et industrielles est possible, et qu'il peut avoir lieu beaucoup plus tôt qu'on ne le pense. Et s'il faut le vivre, alors autant le faire le plus humainement possible. Nous proposons donc surtout un cadre théorique pour entendre, comprendre et accueillir toutes les petites initiatives qui vivent déjà dans le monde post-industriel, et qui émergent à une vitesse folle.

EFFACER LE « DÉSIR MÊME DE RÉSISTANCE »

Le bras de fer entre les institutions de l'UE et la Grèce a une portée qui dépasse l'appauvrissement programmé de ce pays. Il concerne l'avenir même de l'Union européenne, ainsi que le niveau de vie et les libertés de ses populations.

Dans ses célèbres conférences, l'historien Henry Guillemin, nous rappelait une phrase, datant de 1897, de Maurice Barres, maître à penser de la droite nationaliste française: «*la première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance.*» Ce paradigme éclaire le résultat des négociations menées par Alexis Tsipras. Les citoyens furent appelés par leur premier ministre à se prononcer à travers un référendum contre les propositions de l'UE qui furent rejetées par 61% des votants. A la suite, Tsipras accepte un accord encore plus défavorable pour les populations grecques. De plus, tout en se soumettant au diktat de l'UE, il déclare: «*Je ne crois pas à cet accord. C'est un mauvais accord pour la Grèce et pour l'Europe, mais j'ai dû le signer pour éviter une catastrophe*»¹.

Kammenos, président des Grecs indépendants, le parti nationaliste membre de la coalition gouvernementale, et ministre de la défense, a aussi déclaré que l'acceptation de l'accord du 13 juillet constituait une «capitulation» qui est le résultat d'un «chantage» et d'un véritable «coup d'État». Il a ajouté: «*La Grèce capitule, mais ne se rend pas*»² et a demandé aux députés de la majorité de voter en faveur de l'accord.

DOUBLE PENSÉE

Tsipras et Kammenos développent ici une procédure de double pensée qui consiste à annuler un énoncé en même temps qu'il est prononcé, tout en maintenant ce qui a été préalablement donné à entendre. Ainsi, députés et citoyens à qui s'adressent ces discours doivent avoir la capacité d'accepter des éléments qui s'opposent: la résistance auto-proclamée et la totale capitulation du gouvernement, sans relever la contradiction existante. Les individus possèdent alors deux visions incompatibles et dénuées de tout lien.

Énoncer en même temps une chose et son contraire produit une désintégration de la conscience. Le déni de l'opposition entre les deux propositions empêche toute représentation. Il n'est plus possible de percevoir et d'analyser la réalité. Dans l'incapacité de penser et de mettre l'émotion à distance, on ne peut plus qu'éprouver le réel, la destruction programmée du pays et lui être soumis et non s'en défendre.

Le déni de l'opposition entre la résistance et la capitulation supprime toute possibilité de conflit, car il fait coexister au sein du moi deux affirmations opposées qui se juxtaposent sans s'influencer. Cette procédure est nommée clivage par la psychanalyse. Elle interdit tout jugement et entraîne une indifférenciation des éléments de la réalité. La déconstruction de la faculté de symboliser empêche la formation d'une mémoire et s'oppose ainsi à la constitution d'un nous. Nous transformant en monades, le discours a alors un effet de pétrification face à la toute-puissance des institutions européennes et nous enferme dans la psychose: aucune autre politique n'est possible.

George Orwell a déjà décrit dans 1984, le dispositif de «double pensée» qui consiste à «retenir simultanément deux opinions qui s'annulent, alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux.»³ Il avait déjà identifié ces «principes de l'asservissement» qui destituent l'individu de toute capacité de résistance, qui ont pour fonction d'effacer chez le sujet «tout souvenir de l'existence d'un désir possible de résistance»⁴. La politique qui tend à effacer le «désir même de résistance» peut être illustrée par la saisie du Parlement grec par le procureur général de la Cour suprême, afin de lui demander d'examiner deux plaintes déposées contre l'ancien ministre des finances Yanis Varoufakis. Est criminalisée l'élaboration d'un plan, non appliqué, de créer une monnaie parallèle à l'euro. Comme l'écrit le Courrier International: «ses réflexions secrètes pourraient avoir des conséquences d'envergure pour l'ancien patron des Finances grecques»⁵. Penser résister pourrait devenir un délit.

ALLIANCE RENFORCÉE AVEC ISRAËL

Le processus de double pensée ne se limite pas à la politique économique et financière du gouvernement, mais intègre également sa politique étrangère. Le Rabbin Mordechai Frizis, ancien grand rabbin de Salonique, s'était inquiété de la victoire électorale de Syriza. Il avait ajouté que le parti Syriza «est un parti antisioniste qui est contre Israël»⁶. L'antisionisme supposé du gouvernement grec s'est récemment traduit par la signature d'un accord militaire privilégié avec Israël. Cet accord est similaire à celui existant entre Israël et les États-Unis. Il n'a pas d'autre équivalent. Il garantit des immunités légales à chaque personnel militaire lors d'un entraînement dans l'autre territoire⁷ w il stipule que la marine israélienne pourra dorénavant intervenir dans les eaux chypriotes et en Méditerranée orientale, pour neutraliser toutes attaques islamistes contre les intérêts grecs et ceux de l'État hébreu. Des unités d'élite de Tsahal pourraient aussi, «en cas de besoin, se déployer sur les plateformes gazières de Chypre, ou s'installer sur des bases militaires grecques»⁸.

L'accord militaire a été signé au nom du gouvernement grec par Panagiotis Kammenos, le ministre de la Défense, membre des Grecs indépendants

[ANEL], le parti nationaliste faisant partie de la majorité gouvernementale. Cet accord ne peut exister qu'avec l'assentiment de Syriza. Ce choix fut confirmé le 6 juillet 2015 par le voyage à Jérusalem de Nikos Kotzias, le ministre des Affaires étrangères nommé par Syriza pour des discussions avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, afin de «renforcer les liens bilatéraux entre les deux pays»⁹.

Ainsi, le discours de Syriza se présentant comme le résultat d'une volonté populaire voulant rompre avec «l'impérialisme», s'accompagne d'une politique d'intégration renforcée dans la structure impériale. L'action gouvernementale doit oublier le programme du parti et celui-ci s'abstrait de tout acte concret. Comme l'époché husserlienne, le gouvernement grec met le monde matériel entre parenthèses et le suspend, afin de laisser place à l'intentionnalité.¹⁰ Le regard ne doit plus être porté vers l'extérieur, sur des objets, mais il doit être exclusivement tourné vers l'intérieur. Seule compte l'intention de Spiras. Son anti-impérialisme existe de par son énonciation et peut se développer en parallèle avec un renforcement de l'intégration au sein de l'OTAN, avec une politique qui relève de son contraire. Nous sommes hors langage, le discours et la réalité coexistent de manière indépendante, le premier comme simple litanie, c'est-à-dire comme pure jouissance, l'autre se réduisant à l'innommable, au réel que l'on ne peut penser et donc que l'on ne peut confronter. Le dit devient le réel, ils se confondent. Ainsi, l'écart avec le dit du pouvoir n'est plus possible.

(1) Angélique Kourinis, «Une large majorité des Grecs maintiennent leur confiance en Tsipras», LaLibre.be, le 15 juillet 2015, <http://m.lalibre.be>

(2) Eric Toussaint, «Grèce, les conséquences de la capitulation», CDATM, le 21 juillet 2015, <http://cadtm.org/Grece-les-consequences-de-la>

(3) George Orwell, 1984 - Première Partie - Chapitre III, Gallimard Folio 1980, p. 55, http://www.librairie.org/wiki/George_Orwell:1984

(4) Christine Ragoucy, «Le Panoptique et 1984: confrontation de deux figures d'asservissement», Psychanalyse 2010/2 (n° 18), Érès, p. 85.

(5) «Grèce. Plan secret d'un "Grexit": Varoufakis finira-t-il au tribunal?», Courrier International, le 30 juillet 2015, www.courrierinternational.com

(6) «Syriza: les Juifs grecs craignent pour leur avenir», tribunejuive.info, le 19 janvier 2015, www.tribunejuive.info

(7) Le 19 juillet 2015 Israpresse présentait cet accord: «Le chef de l'appareil de défense israélien et le ministre grec de la Défense nationale ont conclu un Accord sur le statut des forces (Status of forces agreement ou SOFA), c'est-à-dire une entente juridique mutuelle permettant aux forces armées d'Israël de stationner en Grèce, et inversement. C'est le premier SOFA qu'Israël conclut avec un pays allié autre que les États-Unis».

(8) Ali Abunimah, «Grèce-Israël. Un type d'accord militaire sans précédent», voir note 1 de la rédaction, Alencontre, le 9 juillet 2015. <http://alencontre.org>

(9) Ali Abunimah, «Grèce-Israël. Un type d'accord militaire sans précédent», Alencontre, le 9 juillet 2015. <http://alencontre.org>

(10) Lire: Nathalie Depraz, «introduction à La crise de l'humanité européenne et la philosophie de Edmund Husserl», PhiloSophie 2008, www.ac-grenoble.fr/PhiloSophie/file/husserl_depraz.pdf

PRIMAUTÉ DE L'IMAGE ET AUSTÉRITÉ COMME SEUL POSSIBLE

La capitulation ne remet pas en cause l'image du premier ministre: «on ne peut pas me reprocher de ne m'être pas battu. Je me suis battu jusqu'où personne ne s'est battu»¹¹. Ainsi, il sort d'une politique d'affrontement pour occuper une place de victime. L'iconographie produite par l'idéologie victimaire possède bien deux faces, à la fois l'image du héros, celui qui s'est battu plus que tout autre, et celle de la victime. Ainsi, la mère d'Alexis, Aristi Tsipras, 73 ans, raconte à l'hebdomadaire people Parapolitika: «Dernièrement Alexis ne mange plus, ne dort plus, mais il n'a pas le choix, il a une dette envers le peuple qui lui a fait confiance»¹². Son épouse ajoute: «Je ne le vois plus que rarement. Il va de l'aéroport au Parlement. Il n'a pas le temps de voir ses propres enfants, comment pourrait-il me voir moi»? Tout se réduit à la souffrance de la «belle âme», celle d'un homme politique fidèle, mais blessé.

L'enjeu de l'affrontement se déplace, de l'opposition objective entre des forces sociales, au conflit intérieur du premier ministre, à ses états d'âme. Les populations sont ainsi dépossédées de la maté-

lité de leur résistance au profit de la sauvegarde de l'image de Tsipras. La question de l'image a toujours été centrale pour le gouvernement grec, le changement de nom de ses interlocuteurs, la mutation de la «Troïka» en «institutions» a été présentée devant les populations grecques comme une victoire.

Or, le gouvernement grec s'est totalement plié aux exigences des créanciers et accepté toutes les surenchères de ces derniers. Les exigences de la «Troïka» ne sont d'ailleurs pas terminées. La nouvelle dégradation économique du pays permet aux «institutions» d'exiger davantage de privatisations. L'urgence aura pour conséquence que celles-ci ne pourront se faire qu'à prix cassés. De la capitulation, le gouvernement ne pourra passer qu'à la collaboration dans le dépeçage du pays.

La «politique d'austérité» imposée au pays a déjà, en cinq ans, fait baisser de 25% à 30%, le PIB du pays et davantage le niveau de vie de la grande majorité de la population, les hauts revenus ayant été peu touchés par les mesures prises. Le plan imposé ne peut qu'accentuer cette tendance: austérité accrue et augmentation relative de la dette. La Grèce ne pourra pas faire face à ses engagements, ce qui impliquera une nouvelle intervention extérieure. La sortie de la Grèce de la zone euro pourrait

être simplement reportée. De plus, la Grèce perd l'essentiel de ce qui lui restait de souveraineté nationale, car elle doit se conformer à des mécanismes de coupes automatiques de ses dépenses et soumettre ses réformes au bon vouloir des institutions européennes. Où se situe la «catastrophe», dans un nouvel affaiblissement rapide et programmé du pays ou dans une sortie de l'Euro permettant un défaut sur la dette et ainsi une possibilité de relance de l'activité économique?

PROPAGER UN SENTIMENT D'IMPUISSANCE

L'attaque contre le désir de résistance des populations porte sur la Grèce, mais aussi sur l'ensemble de l'UE. Tsipras a voulu croire que ce qu'il considérait comme tabou: un «Grexit» présentant un danger de démantèlement de la zone euro, l'était également pour ses interlocuteurs. Or, pour les dirigeants de l'UE et principalement pour l'Allemagne, la construction européenne est destinée à disparaître dans le futur grand marché transatlantique. L'attitude de l'Allemagne qui, aussi bien au niveau de la lutte contre la fraude fiscale que en ce qui concerne ses tergiversations répétées face aux attaques contre l'euro, a favorisé les opérations des hedge funds états-uniens. Cette volonté de mettre la zone euro en difficulté est confirmée par le refus réitéré de refuser l'inévitable, la restructuration de la dette grecque¹³. Ce déni a pour effet de créer une instabilité permanente dans la plupart des pays membres de l'Euro et de les placer sous la menace des marchés financiers. Cette attitude est cohérente avec l'engagement privilégié de cet État européen dans la mise en place d'une union économique avec les États-Unis.

Le plan mis en place par le ministre de l'économie Wolfgang Schäuble ne visait pas prioritairement la Grèce, mais avait comme objectif, à travers elle, de toucher des pays dont le déficit budgétaire est important, tels l'Italie et la France, afin de transférer aux institutions européennes, c'est-à-dire à l'Allemagne, ce qui reste de leurs prérogatives budgétaires¹⁴. Si l'extinction de la zone euro dans un ensemble transatlantique fait partie des «cartons» des institutions européennes, ce démantèlement doit s'effectuer dans l'ordre, celui de «l'austérité», celui de l'Allemagne, de la puissance européenne dominante, autour de laquelle les États-Unis ont mis sur pied l'UE et avec l'aide de laquelle ils sont en train de la déconstruire. Les populations appauvries de l'Union européenne ne pourront plus servir de débouché privilégié des exportations allemandes, alors destinées à se tourner vers les USA.

En effet, la dissolution de l'Union européenne, dans cette zone politique et économique, ne peut se faire qu'au prix d'un important recul du niveau de vie et des libertés en Europe. Les populations de l'UE devront consentir au démantèlement de leurs acquis. L'expérience grecque, conduisant à créer un sentiment d'impuissance face à ces politiques dévastatrices, révèle alors la totalité de son enjeu.

Jean-Claude Paye

Sociologue, auteur de *l'Emprise de l'image*, Yves Michel 2012



(11) Angélique Kourinis, Op. Cit.(1)

(12) «Tsipras «ne mange plus, ne dort plus», s'inquiète sa mère», LaLibre.be avec AFP, le 18 juillet 2015, <http://www.lalibre.be>

(13) Jean-Claude Paye, «La crise de l'Euro bégaie», Réseau Voltaire, le 29 décembre 2010, <http://www.voltairenet.org/article167903.html>

(14) Jacques Sapir, «Varoufakis et le plan B», RussEurope, le 3 août 2015, <http://russeurope.hypotheses.org/4177>

« PAS DE DÉMOCRATIE SANS DÉSOBÉISSANCE AUX TRAITÉS » (ADAGE GREC)

Gwenaël Brees

« Nous serons originaux, en respectant après les élections ce que nous disions avant »¹, avait prédit Alexis Tsípras. Quelques mois plus tard, force est de constater que l'originalité se situe ailleurs : un nouveau paquet d'austérité est endossé par la « gauche radicale » élue pour y mettre fin. Pour justifier cette mutation, toute critique est renvoyée à cette question : « Qu'auriez-vous fait à sa place ? » Ce à quoi on peut répondre sans hésitation : autre chose, autrement.

« Sous les grands espoirs couvent les profondes déceptions »² : c'est ce que la débâcle du « gouvernement anti-austérité » vient rappeler. Certes, la lutte du peuple grec a ceci de positif qu'elle nous oblige à repenser nos mobilisations, à considérer l'importance de se réapproprié la question de la monnaie dans une Europe verrouillée par les traités néolibéraux et dans une eurozone dominée par les intérêts de l'Allemagne. Mais la traumatisante « *pi-rouette mémorandaire* »³ de Syriza entraîne son lot d'impuissance, de pessimisme et de paralysie. Il est donc utile d'en tirer les enseignements, sans tabous ni fétiches, pour ne pas succomber au dogme thatchérien selon lequel « *il n'y a pas d'alternative* ». Car, bien que spectaculaire, cette défaite s'explique davantage par les illusions de « *radicalité mouvementiste* » entretenues envers un parti pourtant largement converti à la Realpolitik (et désormais au culte du chef), que par l'absence d'alternatives – qu'on présente trop souvent comme un choix caricatural entre monnaie commune ou nationale, entre stabilité et chaos...

PAS DE RAPPORT DE FORCE SANS PLAN B

Syriza est arrivé au pouvoir le 25 janvier, sur une planche savonnée par le gouvernement sortant : l'accord de financement avec l'UE se clôturait juste après les élections. Tsípras et son ministre des Finances pensaient que l'échec patent des mémorandums suffirait à « *convaincre* » les créanciers (conscients que la dette ne leur serait pas restituée de cette manière) de laisser « *la vraie gauche* » mener d'autres politiques. Cet espoir fut vite douché. Le 28 janvier, le patron de la Commission européenne Jean-Claude Juncker déclarait : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* »⁴. Deux jours plus tard, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, confirmait : « *Soit vous signez le mémorandum, soit votre économie va s'effondrer. Comment ? Nous allons faire tomber vos banques* »⁵. Face à l'alliance des partis conservateurs et sociaux-démocrates européens voulant briser Syriza, et dans un contexte international défavorable, « *Varoufakis seul, avec ses arguments, a entrepris de renverser l'opinion publique en Europe et même en Allemagne* »⁶, espérant que tôt ou tard « *la raison prévaudrait dans les négociations* »⁷.

En Grèce, hormis quelques mesures redonnant un peu de son caractère social à l'État, le peuple ne vit s'accomplir aucun des engagements économiques de Syriza. Et pour cause : au lieu de rompre avec la logique des mémorandums et de la Troïka,

comme il l'avait promis, le gouvernement demanda aux « *Institutions* » de négocier un « *plan de sauvetage* » (ce qui, excepté la nuance sémantique, revient au même). Le 20 février, il obtint la prolongation de l'accord-relais jusqu'au 30 juin, justifiant cette reculade comme une façon de gagner du temps pour négocier. En échange, il s'était engagé à maintenir l'application du second mémorandum et à ne prendre aucune décision sans l'approbation des créanciers, se privant ainsi de toute marge de manœuvre. Et pendant que les « *négociations* » s'éternisaient, que les concessions grecques s'accumulaient, l'économie plongeait. Un membre de la délégation grecque reconnaît : « *Ce n'est qu'au cours de la dernière semaine [avant l'échéance du 30 juin] que les responsables grecs ont pris la mesure de ce qui se passait* »⁸, laissant advenir « *une situation qui, d'escalade en escalade, se transforme en réaction en chaîne, une sorte de lente panique bancaire et d'effondrement [...], d'infarctus* » qui va virer à la « *crise cardiaque* » lorsque la Banque centrale européenne coupera les liquidités au système bancaire grec, au lendemain de l'annonce du référendum. « *Notre principale erreur ? Avoir mal mesuré leur volonté de nous détruire* »⁹, admet un ministre. Un proche de Syriza, plus sévère, estime que Tsípras « *a ignoré le sens commun, les avertissements de nous tous, même les avertissements de Lafontaine et des dirigeants de Die Linke qui étaient mieux placés que quiconque pour prévoir exactement ce que feraient Merkel et Schäuble* »¹⁰.

Le plus inexplicable, c'est que l'état-major grec se laissa acculer, « *un revolver sur la tempe* », à signer l'accord ravageur qu'on connaît, sans avoir cherché à renverser le rapport de force, ni mis à profit les 5 mois de négociations pour élaborer des plans B, C ou D. La réponse de Tsípras est déconcertante : « *D'après ce que je sais, (...) des alternatives que nous aurions prétendument ignorées, n'existent pas !* »¹¹. Pourtant, la situation imposait d'être préparée à différentes options, et des réponses existaient noir sur blanc dans le programme de Syriza. Le cabinet Tsípras disposait d'un éventail de possibilités permettant de renforcer son pouvoir de négociation et de desserrer le « *nœud coulant* » des créanciers. Ne recourir à aucune d'elles relève du choix ou de l'inconséquence, et mériterait d'ailleurs des explications. Mais prétendre qu'elles n'existent pas est un mensonge. La combinaison de telles mesures aurait bel et bien pu aboutir à une relance de l'économie et à des concessions des créanciers.

Entre janvier et juin, « *l'autre gauche* » a remboursé fidèlement près de 8 milliards d'euros à ses créanciers. Ne pouvant emprunter aux banques, elle vida les caisses d'un État au bord de la faillite,

empêchant les finances publiques de jouer leur rôle, notamment contre la crise humanitaire. L'alternative consistait à faire défaut ou appliquer un moratoire sur la dette, afin de sortir de la spirale infernale des emprunts destinés à rembourser les emprunts antérieurs et leurs intérêts. Les travaux de la Commission de Vérité sur la Dette Publique, salués par les organes compétents de l'ONU, ont d'ailleurs conclu que cette dette est « *illégal, odieuse, et insoutenable* ». Mais « *le gouvernement fait comme si tout cela n'existait pas* »¹², préférant tenter de rallier ses « *partenaires* » à l'idée d'une conférence européenne sur la dette – en vain.

La menace d'asphyxie financière, patente fin janvier, s'est accompagnée dès le 4 février d'une réduction des possibilités de financement des banques grecques et d'un doute instillé chez les épargnants et les investisseurs quant au maintien de la Grèce dans l'euro. Le gouvernement grec n'y a opposé nulle auto-défense : honorant son engagement de ne prendre aucune décision unilatérale, il s'est empêché de tenir la promesse faite aux Grecs de redonner du souffle à l'économie (contrôle des capitaux, augmentation du salaire minimum, fin des privatisations, re-nationalisation des infrastructures essentielles pour le pays, etc.). La réquisition de la Banque centrale grecque et la socialisation des banques systémiques (où l'État est majoritaire) était un point-clef de cette bataille, inscrit dans le programme de Syriza, qui aurait notamment permis d'éditer des « *euros grecs* » ni vraiment euros, ni tout à fait drachmes. Mais c'aurait été un acte de rupture, nécessitant de désobéir à la BCE et au Mécanisme européen de stabilité monétaire, et de tenir tête aux banques et à leurs grands actionnaires. Difficile, dès lors que les principaux conseillers de Tsípras, Dragasákis et Stathakis¹³, « *sont fortement*

(1) « Grèce : La nuit des dupes, une nuit qui dure depuis cinq ans et demi », Christine Cooreman, OkeaNews, 17/8/2015.

(2) « Syriza était le parti de la défaite du mouvement », interview du Mouvement Antiautoritaire (AK), Organisation communiste libertaire, 10/8/2015.

(3) « Vangelis Goulas : Le Non n'est pas vaincu... on continue », 21/8/2015.

(4) Interview de Jean-Claude Juncker dans Le Figaro, 28/1/2015.

(5)(6)(8) « Un insider raconte : comment l'Europe a étranglé la Grèce », MediaPart, 7/7/2015.

(7) Yanis Varoufakis à la télévision publique grecque ERT, début juillet.

(9) Un ministre grec sous couvert d'anonymat, dans L'Humanité, 15/7/2015.

(10) « Élections contre Démocratie », Dimitris Konstantakopoulos, OkeaNews, 1/9/2015.

(11) Alexis Tsípras au parlement grec, 14/8/2015.

(12) Discours de Zoe Konstantopoulou au parlement grec, 14/8/2015.

(13) Ioánnis Dragasákis, Vice-Premier ministre du gouvernement Tsípras, et Geórgios Stathakis, ministre de l'Économie.

liés au lobby bancaire privé et [qu'ils] ont promis aux banquiers grecs qu'on ne toucherait pas aux banques »¹⁴.

L'EXIT DE GAUCHE, OU LE CHOIX DE LA POLITIQUE

Syriza («Coalition de la Gauche Radicale») est un rassemblement de différents mouvements et courants qui, jusqu'à cet été, n'avait vraisemblablement pas de position claire sur l'euro. La discussion du Comité central¹⁵ suivant la signature du troisième memorandum vient le rappeler. Lorsque la Plateforme de gauche souligne qu'un slogan du parti fut «*Aucun sacrifice pour l'euro*», un membre de l'aile sociale-démocrate lui rappelle la seconde partie de la phrase: «*Aucune illusion envers la drachme*». On retrouve une ambivalence semblable chez Varoufakis: autrefois hostile à l'entrée dans l'euro, et très critique sur son modèle, il préconise de ne pas en sortir (car il estime qu'il faudra un an pour créer logistiquement une nouvelle monnaie)... tout en soutenant la mise en place d'une monnaie parallèle. En réalité, le débat sur la monnaie n'a jamais eu lieu en Grèce. Pourtant, que n'entend-on pas répéter que «*les Grecs sont très attachés à l'appartenance de leur pays à la zone euro*». Un attachement «prouvé» par des sondages et reposant en partie sur la période faste ayant suivi l'entrée dans l'euro, où le pays a vécu au-dessus de ses moyens... jusqu'à ce qu'éclate la crise. Pourtant, l'opinion semble moins timorée que la classe politique: 61,3% des Grecs ont voté «non» au référendum (dont 85% des jeunes entre 18 et 24 ans), et ce malgré les dirigeants européens les menaçant d'un Grexit, le matraquage médiatique, les sondages trompeurs et la fermeture des banques. Si un référendum établissait clairement le lien entre l'euro et les politiques d'austérité,

rien ne dit que les Grecs choisiraient l'euro à tout prix. Tsípras, lui, s'est rangé à la vision selon laquelle la sortie de l'euro serait «une catastrophe indicible», proclamant que «*La drachme n'est pas une option de gauche*»¹⁶ et qu'il livrerait «*terre et eau pour rester dans l'euro*»¹⁷. De fait, son parti n'a jamais préparé les esprits à l'éventualité d'un Grexit. Son cabinet ne l'a étudiée qu'en surface, paniqué par l'idée de créer une prophétie auto-réalisatrice. Et il s'est lui-même interdit d'en utiliser stratégiquement la menace, permettant à l'Allemagne de s'en emparer comme arme de négociation en dernière minute, avec le résultat qu'on sait. Tsípras n'avait-il vraiment «*pas d'autre choix*» face à ce «*coup d'État*» visant à «*semmer la terreur parmi les peuples [...] tentés de choisir une politique économique alternative*»¹⁸? Ne pouvait-il y opposer le respect du mandat populaire, prendre l'opinion européenne à témoin, utiliser les moyens juridiques à sa disposition¹⁹, s'appuyer sur les traités européens qui ne prévoient pas l'expulsion d'un membre de l'eurozone ni de l'UE...? Sans oublier les «*solutions d'urgence*»²⁰ étudiées, certes sur le tard, par Varoufakis «*pour créer de la liquidité*»: d'une part, un système de paiement parallèle (fiscal et non bancaire) permettant de «*survivre quelques semaines à l'intérieur de la zone euro malgré les banques fermées, jusqu'à ce que l'on arrive à un accord*»; de l'autre, une monnaie électronique complémentaire pouvant coexister à plus long terme avec l'euro. «*Malheureusement, le gouvernement n'a pas voulu appliquer ce programme: on a juste attendu que le référendum ait lieu pour capituler*»²¹. Et, n'ayant préparé aucun scénario de Grexit de gauche, négocié, Tsípras a laissé s'opérer le chantage au Grexit de droite, précipité. L'épisode, abondamment prophétisé avant sa réalisation, devrait aujourd'hui inciter tout gouvernement qui souhaite s'affranchir de la tutelle néolibérale européenne, à étudier sérieusement des modalités de

sortie de l'euro... ne serait-ce que parce qu'elle peut s'imposer à ceux qui ne le veulent pas.

Personne ne peut prédire exactement ce que provoquerait ce scénario inédit, même si on en connaît certains risques (baisse brutale du pouvoir d'achat pour les produits importés, attaque des marchés, transfert des capitaux à l'étranger...) et avantages (dévaluation provoquant la fonte de la dette et des investissements massifs permettant de relancer l'emploi et la croissance...). Un Grexit ne peut être un objectif en soi: le choix d'une monnaie, même nationale, repose sur des rapports de domination. Mais on sait désormais que sortir de l'euro est un passage obligé pour qui veut mener des transformations sociales sans attendre une hypothétique «*Europe sociale*». Voici la Grèce face à un vrai choix: une voie la maintient dans l'engrenage de la déflation, la récession, la mise sous tutelle, l'asservissement à la dette pour les 40 années à venir; une autre la fait bifurquer dans le registre de l'inconnu – mais pourquoi en avoir peur, quand on voit à quoi ressemble le connu? Certes, reconstruire un système monétaire en sortant d'une monnaie unique est une aventure, impliquant une transition de plusieurs mois ou années très difficiles. Faut-il pour autant ne pas en considérer les conséquences positives? Car elle permettrait de rendre aux Grecs quelque chose de précieux que les mémorandums leur ont durablement retiré: des perspectives. Une prise en mains de leur destin. La possibilité de reconstruire sur de nouvelles bases l'économie, l'agriculture, de garder la maîtrise des biens communs, de retrouver la dignité, de mettre fin à l'exil des jeunes, etc. Bref, de nouveaux possibles, synonymes de libération d'énergies et de dynamiques sociales dans une population usée par 5 années de restrictions. Voilà à quoi devrait servir une monnaie aujourd'hui en Grèce. Mais le chemin tortueux qui y mène est autant politique qu'économique. Un parti vissé dans une logique étatique et législative du changement peut-il envisager une telle hypothèse?

Parmi les mouvements sociaux, certains voient en Syriza «*le parti de la défaite du mouvement et de l'incapacité de poser en son sein des alternatives viables au cours du cycle de luttes dans la crise*», rappelant que plus il s'est approché «*de la possibilité d'obtenir la première place de la représentation parlementaire, plus il se distançait par lui-même des pratiques de mouvement*»²². Avant la victoire électorale, Syriza avait déjà amplement entamé sa «normalisation», adoucissant à plusieurs reprises sa «radicalité» programmatique, tenant un discours de plus en plus patriotique qui gomme les rapports de classes, accueillant dans ses rangs des transfuges du Parti Socialiste (PASOK), soutenant un conservateur au poste de Président de la République... En l'absence de majorité absolue et d'entente possible avec le très sectaire Parti Communiste (KKE), Syriza fit alliance avec la formation nationaliste et souverainiste des Grecs indépendants (ANEL). L'élargissement à droite commença «*le jour même de la formation du gouvernement avec la nomination comme ministres d'individus dépourvus de toute assise sociale et qui non seulement n'avaient pas le moindre rapport avec Syriza mais l'insultaient même publiquement quelques jours avant les élections!*»²³. Au pouvoir, la «*gauche radicale*» s'est immédiatement coupée de sa base sociale et militante. Pendant les négociations, elle



Illustration: François Hubert

- (14) «Pourquoi la capitulation de Tsípras», témoignage d'Éric Toussaint du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde (CADTM), 14/8/2015 à Lasalle.
- (15) Débat au Comité central de Syriza, 30/7/2015.
- (16) Interview d'Alexis Tsípras à la chaîne Alpha, 26/8/2015.
- (17) «Athènes est devenu un théâtre de l'absurde», Maria Negreponi-Delvanis, Le Monde, 28/8/2015.
- (19) Cour européenne de justice, Conseil de l'Europe, ONU.
- (20)(21) «Yanis Varoufakis: Nous avons trahi la grande majorité du peuple grec!», L'Obs, 20/8/2015.
- (22) «Syriza était le parti de la défaite du mouvement», interview du Mouvement Antiautoritaire (AK), Organisation communiste libertaire, 10/8/2015.
- (23) «Les conséquences internationales catastrophiques de la capitulation annoncée de Syriza et les responsabilités criminelles de M. Tsípras», Yorgos Mitralias du Comité grec contre la dette, 27/8/2015.

a tout fait pour éviter les conflits sociaux, au motif d'une nécessaire paix sociale pendant ce moment de «*lutte nationale*» (jusqu'au 15 juillet, il n'y eut aucune grève et, au contraire, des manifestations de soutien au gouvernement). Elle a privilégié une approche institutionnelle, sans articulation avec la vague de solidarité qui émergeait spontanément à travers l'Europe et qui aurait pu compliquer la victoire des créanciers ; sans mobiliser la population grecque, laissée sans prise ni explications sur le scénario qui se jouait et ses conséquences.

RÉFÉRENDUM ET MÉMORANDUM, ÇA RIME ?

L'annonce du référendum fut l'aveu tardif de l'impasse stratégique de Tsípras. Malgré avoir affiché la bonne volonté d'un premier de classe, considérant de bout en bout l'Europe comme la solution et jamais comme le problème, il n'a pas réussi à sortir du cadre des discussions « techniques » : «*Il n'y a jamais eu une négociation entre l'UE et la Grèce en tant qu'État membre.*»²⁴ Précipitée, la consultation interviendra une semaine après l'échéance fatidique du 30 juin, ne laissant aux Grecs que quelques jours de débat, sur fond de «*chantage à la mort subite de l'économie*»²⁵, et sur une question floue : rédigée à moitié en anglais, en des termes technocratiques, elle se réfère à un texte négocié avec l'UE, qu'ils n'ont pas lu, chacun comprenant qu'il s'agit de se prononcer, au choix, pour ou contre l'austérité, la sortie de l'euro ou le gouvernement Tsípras...

Un événement parmi d'autres a semé le doute sur la conviction du gouvernement quant à l'issue du référendum : le 30 juin, alors qu'il mène campagne pour dire 'non' «*à la poursuite de ces mémorandums*», Tsípras écrit aux créanciers pour dire 'oui'... au nouveau mémorandum. Dans son entourage, certains (le Vice-premier ministre Dragasákis en tête) jugent la pression insoutenable et le pari référendaire trop risqué. Les rumeurs d'annulation vont bon train. Mais les créanciers déclinent toute discussion avant le vote et Tsípras finit par le maintenir. On connaît la suite : le verdict éclatant provoque un séisme politique, un sentiment de fierté retrouvée pour les Grecs, privant le gouvernement du prétexte de capituler au nom du refus de la division du pays. Mais la formulation vague de la question permet à Tsípras d'en interpréter la réponse : «*J'ai tout à fait conscience que le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe*»²⁶. Il lui suffit ensuite d'appeler à l'union nationale avec les partis pro-mémorandum et de retoucher sa lettre de reddition avec un peu de «*pragmatisme*» français pour qu'elle soit jugée acceptable... sauf des Allemands, qui font monter les enchères dans la dernière ligne droite, arguant avoir «*perdu confiance dans le gouvernement anti-austérité*» et obtenant qu'il franchisse toutes ses «*lignes rouges*». Alors, à quoi bon ce référendum ? Selon le Président français, Tsípras y a eu recours «*pour être plus fort, non pas vis-à-vis de ses créanciers, mais vis-à-vis de sa propre majorité*»²⁷. «*Il avait besoin de se débarrasser de l'aile gauche de son parti et il s'en est donné les moyens politiques*», décrypte un commissaire européen²⁸. «*Pour la Grèce, il n'aura servi à rien*»²⁹, dit Varoufakis, «*démisionné*» au soir du résultat : «*Il n'a pas aidé le gouvernement. Il n'a pas non plus aidé le peuple qui a voté 'non'. Le peuple a été abandonné et trahi*».

« NOUS SOMMES NON PAS CE QUE NOUS DISONS, MAIS CE QUE NOUS FAISONS »³⁰

«*Lors de notre arrivée au pouvoir, poursuit Varoufakis, nous nous étions dit deux choses Alexis Tsípras et moi : premièrement, que notre gouvernement essaierait de créer la surprise en faisant réellement ce que nous avons promis de faire. Deuxièmement, que [...] nous démissionnerions plutôt que de trahir nos promesses électorales. [...] Je pensais que c'était notre ligne commune*»³¹. Mais l'encre

est à peine sèche sur le «*plan de sauvetage*», que Tsípras impose sa mise en œuvre aux dépens de la démocratie et du respect du mandat électoral. Pour regagner «*la confiance*» de ses «*partenaires*» et leur prouver son «*sérieux*», il s'est engagé à une série de «*prérequis*» : appliquer immédiatement des réformes (retraites, TVA, Code civil,...) qui nécessitent des années de débats dans d'autres pays. S'ouvre alors une séquence hallucinante : usant de procédés qu'il connaît pour les avoir reprochés à ses prédécesseurs, Tsípras fait passer des paquets de lois de centaines de pages, sans laisser le temps aux députés de les lire, ni le droit de les amender ; lors de trois séances parlementaires³², un tiers des élus Syriza vote contre ces lois, adoptées avec les voix des partis pro-austérité ; un remaniement gouvernemental écarte les ministres fidèles à leurs principes et met au pas l'ANEL en échange d'un portefeuille supplémentaire ; Tsípras appelle à «*l'unité du parti*» tout en accusant ceux qui résistent «*de trahison et de collaboration avec l'ennemi*»³³ et de mettre en péril «*le premier gouvernement de gauche depuis la seconde guerre mondiale*»³⁴ ; dans la foulée, il bafoue ses engagements de président de parti et œuvre pour ne pas convoquer les instances (Secrétariat politique, Comité central, Congrès)³⁵ qui souhaitent débattre de ce changement de ligne pour le moins... radical.

Tsípras n'hésite pas à citer Lénine pour expliquer que son «*compromis douloureux*» est un «*élément de la tactique révolutionnaire*» qui «*permet de continuer le combat*».³⁶ Ce qu'un membre d'Antarsya (Front Anticapitaliste, Révolutionnaire, Communiste et Écologique) résume ainsi : «*Quand gouverner devient un but en soi, le mensonge devient chose sainte et la fraude devient vertu*»³⁷. Car la démission du Premier ministre, le 20 août, et la convocation d'élections anticipées n'ont pas pour but de créer une nouvelle occasion de se battre contre le chantage brutal des créanciers – pour cela, il eût fallu démissionner avant de signer l'accord –, mais d'effacer le résultat du référendum en légitimant la transfiguration de son régime, désormais bâti sur la rhétorique de l'homme s'étant battu contre «*le vieux système*» et qui, inapte à «*déchirer les mémorandums*», est le seul capable d'en «*soulager*» la dureté. En jouant la montre, en plein été, Tsípras veut se faire réélire avant que les Grecs réalisent l'impact du nouveau mémorandum sur leurs vies. Ce faisant, il laisse un gouvernement provisoire appliquer des mesures impopulaires à sa place, et court-circuite le Congrès de Syriza, prévu pour septembre, forçant son aile gauche à scissionner (ses représentants étaient promis à ne plus figurer sur les listes électorales) et à s'organiser en quelques semaines. Le mouvement est massif : outre les 25 parlementaires parti créer l'Unité Populaire, au moins un tiers des 35000 adhérents de Syriza ont pris la porte, tout comme son secrétaire général³⁸, la majorité de son comité central, son organisation de jeunesse, etc. La présidente du parlement, qui défendait encore Tsípras après la capitulation, déplore depuis sa décision de «*gouverner sans la société, sans le peuple, en créant une alliance avec les forces les plus antipopulaires d'Europe*».³⁹

Cette recomposition exprime du paysage politique grec est l'aboutissement ultime de la stratégie des créanciers : fermer la «*parenthèse de gauche*» telle une pantalonnade, non pas en évinçant Syriza du pouvoir, mais en provoquant sa métamorphose par assimilation aux politiques d'austérité. «*Cela valait le coup de [le] soutenir*», se flatte le Président français⁴⁰ : «*Tsípras démontre que le langage de Podemos ou de Mélenchon sont des langages vains*».⁴¹ D'influents conseillers européens se réjouissent : «*Des élections rapides en Grèce peuvent être un moyen d'élargir le soutien au programme [de réformes]*»⁴², «*Il y a de bonnes chances qu'elles amènent au pouvoir un gouvernement plus compétent et davantage pro-européen*»⁴³. Tsípras, qui s'était déjà «*homme d'état*»⁴⁴ par les miracles d'une nuit d'été à Bruxelles, vient même de gagner ses galons de «*bon politique*»⁴⁵ auprès d'éditorialistes à qui il n'inspirait qu'invectives lors du référendum. Mais lorsqu'on se remémore les effets de la

campagne menée par ces mêmes dirigeants et médias en faveur du 'oui' au référendum, rien ne dit que ces marques d'enthousiasme ne vont pas s'avérer être des baisers qui tuent... «*Les mémorandums sont comme le dieu Moloch, ils demandent des sacrifices de plus en plus importants. Avant Syriza, [ils] avaient déjà détruit deux gouvernements*», rappelle un membre démissionnaire du parti⁴⁶.

«*Nous savons que gagner les élections ne signifie pas, du jour au lendemain, disposer des leviers du pouvoir*», dit Tsípras⁴⁷. «*Mener le combat au niveau gouvernemental ne suffit pas. Il faut le mener, aussi, sur le terrain des luttes sociales.*» Cette analyse laisse circonspect sur sa possible application à la situation grecque : à part une confrontation frontale, quelle relation pourront encore entretenir les mouvements sociaux avec ce parti qui, passant à côté d'une occasion historique, a signé trois ans d'enfer supplémentaire pour les Grecs ? Avec ce leader qui a instrumentalisé le référendum, joué avec la confiance et les sentiments du peuple, pris le risque de laisser aux néo-nazis d'Aube Dorée le rôle de dernier rempart contre les diktats européens ? Et qui, sur tous les fronts, donne des signes de son retournement : retour de la répression policière, condamnation de manifestants anti-austérité, accord militaire avec Israël, lâchage des opposants à l'exploitation de la mine d'or de la péninsule de Halkidiki, etc.

Pour les mouvements sociaux, l'accession au pouvoir d'une «*gauche radicale*» avait déjà constitué une situation inédite. La voici poussée à son paroxysme : le parti anti-austérité est devenu l'allié préféré des créanciers, pour qui «*l'application de politiques néo-libérales à une population résistante*» ne peut venir «*que de la gauche*»⁴⁸. C'est un adversaire d'un genre nouveau, qui vient de frapper un grand coup au moral de tous ceux qui avaient vu en lui une réponse à leurs aspirations de dignité et de justice sociale. Là est l'enjeu des luttes sociales aujourd'hui : transformer le désespoir en colère, la résignation en engagement, les plans B en plans A.

Gwenaël Breës

Cet article fait suite à deux carnets de voyage en Grèce publiés les 5 et 25 juillet sur www.revueballas

- (24) «*Rencontre avec Yanis Varoufakis : Il est temps d'ouvrir les boîtes noires*», MediaPart, 30/8/2015.
- (26) Alexis Tsípras, discours du 5/7/2015.
- (27)(41) François Hollande dans Le Canard enchaîné, 26/8/2015.
- (28) Pierre Moscovici dans «*Tsípras : vu de Bruxelles, un stratège à la légère*», Libération 21/8/2015.
- (29)(31) «*Yanis Varoufakis : Nous avons trahi la grande majorité du peuple grec !*», L'Obs, 20/8/2015.
- (30)(33) Discours de Zoe Konstantopoulou au parlement grec, 14/8/2015.
- (32) Sessions parlementaires des 15 et 22 juillet, et le 14 août.
- (34) Débat au Comité central de Syriza, 30/7/2015.
- (35) «*Déclaration de sortie de membres de la section locale de Syriza à Paris*», 23/8/2015.
- (36) Interview d'Alexis Tsípras à la radio Sto Kokkino, 29/7/2015.
- (37) «*Les 13 mensonges de Tsípras et la réalité du troisième Mémorandum*», Panagiotis Mavroëidis, Tlaxcala, 22/8/2015.
- (38) «*Le secrétaire général de Syriza claqué la porte*», Le Courrier, 25/8/2015.
- (39) Déclaration de Zoe Konstantopoulou, 31/8/2015.
- (40) François Hollande, que Tsípras moquait autrefois sous le nom de «*Hollandréou*».
- (42) Martin Selmayr, directeur de cabinet du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, sur Twitter, 20/8/2015.
- (43) Marcel Fratzscher, conseiller du ministre allemand de l'Économie Sigmar Gabriel, cité par l'AFP, 21/8/2015.
- (44) Selon la formule de Jean-Claude Juncker, dans Le Soir, 22/7/2015.
- (45) «*Alexis Tsípras, bon politique grec, mauvais négociateur européen*», Libération, 24/8/2015.
- (46) «*Stathis Kouvelakis : Aucune illusion sur le carcan de l'euro*», L'Humanité, 27/8/2015.
- (47) Interview d'Alexis Tsípras à la radio Sto Kokkino, 29/7/2015.
- (48) Selon la correspondante à Athènes du Guardian, Helena Smith.

NUCLÉAIRE: LE SCANDALE PERMANENT!



Illustration: Catherine Pellin

O nze mars 2015, le crash d'un hélicoptère dans une émission de télé-réalité fait les gros titres de la presse française. Le décès tragique des *stars-sportives* qui s'y trouvaient suscite aussi l'émoi médiatique en Belgique. Ce 11 mars pourtant marque aussi les 4 ans de la catastrophe de Fukushima, accident majeur dans la courte histoire du nucléaire. Pourtant, l'information sera si pas absente, traitée en second plan par les médias de masse. Chez ceux qui peuvent éviter la désinformation, le nucléaire continue toutefois de soulever craintes et interrogations, dont ce dossier vous montrera qu'elles sont plus que légitimes.

Le 11 mars 2011 donc, l'atome « fissionné » s'est répandu au large des côtes nord-est nippones et l'activité de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi a été brutalement interrompue. Il aurait été facile d'expliquer à l'époque à un jeune enfant pourquoi une telle catastrophe demandait un débat au Japon, mais aussi dans tous les pays dotés du nucléaire. On aurait pu penser que la catastrophe allait refréner les ardeurs nucléaires tant elle pointait la dangerosité inhérente à cette technologie. Triste réalité pourtant, la fuite en avant fut la seule réponse, après quelques déclarations politiques « fracassantes » dont l'authenticité pouvait se mesurer à l'aune du vide de mesures effectives qui s'ensuivirent. Feindre le changement pour pouvoir continuer comme avant...

Tout fout le camp? On continue! En plein été 2015, les réacteurs japonais commencent, tout doucement et dans le désaveu populaire le plus total, à se relancer; de son côté, la France continue le développement de son chronophage et coûteux projet de centrale nouvelle génération EPR¹; les pays dits émergents projettent l'établissement de nouvelles centrales sur leurs territoires (Iran, Turquie...), alors que les experts du nucléaire japonais

distribuent leurs bons conseils. En Belgique, malgré la couverture médiatique événementielle, la question de la sécurité passe très rapidement à la trappe quand il s'agit d'évoquer la prolongation de dix ans de la durée de vie de nos antiques réacteurs. Bref, au milieu des fissures qui s'agrandissent et se multiplient, d'un sabotage qui n'a toujours pas révélé son secret² et d'autres pannes intempestives et opaques, nos réacteurs ont le feu vert pour allonger une vie déjà précaire au nom de la sacro-sainte « sécurité énergétique »³.

« Bien qu'inodore, le nucléaire pue autant qu'il nous embrume. »

Quant à « l'indépendance énergétique », difficile de passer à côté de la dernière offensive vaguement discrète du lobby nucléaire et de l'État belge cet hiver: alors que les fermetures de réacteurs approchaient à grands pas et que certains d'entre eux étaient en difficulté, l'instauration de « l'indice de sécurité énergétique » annoncé lors des flashes météo – signifiant subtilement le caractère « naturel » de l'annonce –, marquait insidieusement les esprits même si, inlassablement, il demeura vert. Le tout était suivi d'analyses savantes qui soulignaient la douceur de l'hiver 2014 pour mieux nous rappeler que des plus rigoureux affaibliront à coup sûr notre indépendance énergétique. Comment ne pas percevoir ici une manœuvre qui vise à placer le nucléaire en pôle position des solutions réalistes pour pallier à nos consommations grandissantes? Pour rappel, le plan de délestage évoque des périodes de trois heures sans électricité (entre 17h et 20h), annoncées la veille par zone. Instillant la peur

du manque, cette éventuelle mesure occulte deux éléments essentiels: nos modes d'existence énergivore et la possibilité d'imaginer d'autres façons de vivre. La pérennité de notre mode de vie « non négociable » prime alors sur toutes autres considérations.

Mais au-delà du temps des catastrophes vécues à Tchernobyl (1986), Fukushima (2011) ou les plus confidentielles comme Mayak (site de production d'uranium soviétique 1957), l'incendie de deux réacteurs de la centrale de Windscale en Angleterre (1957) ou la fusion du réacteur de Three Miles Island aux États-Unis (1979), l'exploitation de l'énergie nucléaire se caractérise entre autres par une incapacité à traiter les déchets sinon en les enfouissant dans des caveaux inviolables dignes de modernes pyramides. L'impératif de continuer comme maintenant exclut tout questionnement sur l'après. Cette pérennité s'accompagnant de conflits d'intérêts plus ou moins larvés au sein des structures internationales en charge de la régulation nucléaire et de tout un tas de fantasmes scientistes qui assurent son avenir. Dans cette configuration, l'omerta médiatique et sa percolation quotidienne de la peur nécessaire, occupe une place de choix: faire peur, puis rassurer, ceci afin de continuer sans plus se questionner. Simple mais efficace.

Peut-on prétendre que les autorités politiques et les médias occidentaux auraient réagi différemment que les Japonais en cas d'accidents majeurs dans nos pays? Comment comprendre autrement, par exemple, le plan d'évacuation belge officiellement fixé à 10 km de rayon autour des centrales en cas de problèmes majeurs, quand on sait que 30 km est la norme constatée?

Bien qu'inodore, le nucléaire pue autant qu'il nous embrume. Nous tenterons dans ce dossier de lever l'écran de fumée, avant de revenir dans un second dossier prévu pour novembre sur l'actualité belge et différents aspects de l'évolution de la situation japonaise.

**Dossier coordonné
par Nicolas Bras
et Alexandre Penasse**

(1) Réacteur Pressurisé Européen faisant partie des réacteurs de troisième génération développés par Areva. On annonce aujourd'hui un report supplémentaire et une mise en activité de l'EPR de Flamanville pour 2018.

(2) Le matin du 4 août 2014, la centrale nucléaire de Doel 4 a été mise à l'arrêt de façon inopinée suite à une perte d'huile de la turbine à vapeur. On parle de sabotage d'origine interne...

(3) Pour rappel, au moment de la rédaction de ce dossier et suite à une nouvelle panne « normale » à Tihange 3, seuls deux réacteurs sur sept sont en état de marche.

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE : UN CHOIX POLITIQUE DES ANNÉES 1950... TOUJOURS OPÉRATIONNEL

Le 8 décembre 1953, le président des Etats-Unis, Dwight D. Eisenhower prononce un discours historique devant l'Assemblée générale des Nations-Unies. Il propose de lancer le programme : « Atomes pour la paix ». Son objectif est clair : il s'agit de convaincre ses compatriotes mais aussi le monde entier des atouts exceptionnels de l'énergie nucléaire. Celle-ci n'est pas seulement une arme de dissuasion sans équivalent mais aussi un moyen incomparable de production d'énergie électrique lorsqu'elle est domestiquée à des fins purement civiles. C'est la naissance du slogan « nuclear power, too cheap to meter » (trop bon marché pour être mesurée) qui annonçait l'abondance énergétique sans limite.

Dès 1953, le président des États-Unis propose aux pays développés de profiter de la technologie et du savoir-faire industriel américain en matière nucléaire. Le projet Manhattan qui avait permis la mise au point de la bombe atomique et son utilisation terrifiante à Hiroshima et Nagasaki, a englouti des moyens financiers considérables ; il est logique de vouloir rentabiliser les découvertes qu'elle a permis et par la même occasion dans le contexte de guerre froide d'étendre et d'affirmer sa zone d'influence. Le Commissariat à l'énergie atomique (AEC), institution civile largement sous contrôle des militaires, multiplie les initiatives et dépense des sommes considérables pour développer les applications civiles de l'énergie nucléaire. En 1957, l'AEC a mis en place sa division Plowshare (soc de charrue – référence biblique oblige : transformer les épées en soc de charrue) pour montrer l'absence de danger du bon usage de l'énergie nucléaire. L'année suivante, le père de la bombe H, Edward Teller, se rend en Alaska pour annoncer la naissance du projet Chariot, un plan destiné à découper un nouveau port dans les côtes de l'Alaska en faisant exploser 6 bombes H. Parallèlement, le projet visant à développer un avion à propulsion nucléaire engloutit des milliards de dollars en pure perte.

Aucun de ces projets ne s'est concrétisé mais ils sont révélateurs de l'état d'esprit qui régnait. Il n'était pas politiquement correct à l'époque de mettre en doute ce qui était présenté comme une évidence : l'énergie nucléaire est potentiellement un bienfait pour l'humanité et la technologie nucléaire doit se développer pour répondre aux attentes légitimes des populations. Dwight Eisenhower ne s'est pas limité à des déclarations enthousiastes et prometteuses en 1953 ; il a proposé la création d'un outil international de promotion de l'énergie nucléaire civile et de contrôle de l'utilisation des matières nucléaires : l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

1. L'AIEA COMME OUTIL DE PROMOTION DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'AIEA est officiellement portée sur les fonts baptismaux le 23 octobre 1956 par 81 pays. Son rôle statutaire est d'assurer un usage sûr et pacifique des technologies et sciences liées à l'énergie nucléaire. Pour ce faire, l'AIEA est chargée d'inspecter les installations existantes pour s'assurer de leur usage pacifique ; elle publie des recommandations et analyses pour la sûreté de ces mêmes installa-



Illustration: Fabienne Looëts

tions dans une perspective de développement jamais remise en question, même après Tchernobyl et Fukushima.

Après la ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1968, l'AIEA, logiquement en charge de sa bonne application, a été incapable d'empêcher l'Inde, le Pakistan et Israël d'accéder au rang de puissance nucléaire. Elle s'est montrée beaucoup plus efficace pour assumer son rôle de chien de garde de l'industrie nucléaire dite civile en minimisant systématiquement les conséquences des accidents et des pratiques contestables qui ont conduit à la contamination et à l'irradiation des populations. L'AIEA dispose d'une arme efficace pour ce faire. Depuis 1959, un accord lie l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) à l'AIEA selon lequel l'OMS s'est engagée à ne communiquer publiquement sur les risques pour la santé de l'exposition aux rayonnements radioactifs qu'après avoir consulté l'AIEA*.

En 1995, les actes d'un colloque organisé par l'OMS et consacré aux conséquences de la catastrophe de Tchernobyl ont été interdits de publica-

tion par l'AIEA. Ce colloque avait réuni plus de 700 médecins et avait fait état de conséquences génétiques dramatiques et largement confirmées depuis lors.

2. LA CIPR COMME GARDIENNE DU TEMPLE

Sous l'impulsion du Conseil National Américain de Protection contre les Radiations, créé en 1946 pour prendre en compte les nouveaux risques radioactifs encourus par l'armée et les institutions de recherche, une commission internationale est instituée en 1950 pour proposer des valeurs limites

(*) En outre, l'OMS ne peut mener de projet de recherche susceptible de nuire au développement de l'industrie nucléaire qu'en collaboration avec l'AIEA.

Le paragraphe 29 des recommandations publiées en 1958 et révisées en 1962 reflète parfaitement l'esprit de l'époque. « Toute modification du milieu dans lequel l'homme s'est développé peut entraîner l'apparition d'effets nocifs. C'est pourquoi on admet qu'une exposition prolongée à des rayonnements ionisants, venant s'ajouter à l'irradiation naturelle implique certains risques ».

d'irradiation à ne pas dépasser pour les travailleurs et pour les personnes du public. A cette époque, peu d'informations étaient disponibles sur les effets d'une exposition prolongée à de faibles doses. Les dommages provoqués par des doses aiguës d'irradiation mobilisaient l'attention des scientifiques. Dans ce contexte, les recommandations de la CIPR se focalisaient sur le concept de dose acceptable.

Les principes de base des recommandations de la CIPR sont les suivants :

- Justification: l'utilité d'une pratique conduisant à une exposition doit être établie;
- Optimisation: l'exposition correspondante doit être aussi faible que possible, encore appelée principe ALARA (as low as reasonably achievable)
- Limitation (des valeurs-limites sont proposées correspondant à un risque « acceptable »).

Cependant, l'homme ne peut s'abstenir entièrement d'utiliser les rayonnements ionisants. En pratique, le problème consiste donc à limiter la dose de rayonnement de telle sorte que le risque créé soit acceptable pour l'individu et pour la population. Cette dose est appelée « dose admissible ». Selon la CIPR, il faut que la charge pour la société soit acceptable et justifiée, si l'on considère les « avantages de plus en plus grands qui résulteront de l'extension des applications pratiques de l'énergie atomique ».

Au début des années 60, alors que les grandes puissances nucléaires multipliaient les essais atomiques dans l'atmosphère (États-Unis, Grande-Bretagne, URSS, France), la dissémination de radio-isotopes mortels a provoqué des millions de victimes dans le monde, sans susciter la moindre réaction de la CIPR. Karl Z Morgan, ancien responsable de la CIPR ne mâche pas ses mots à ce propos: « A l'époque, la plupart des membres de

la CIPR soit travaillaient directement avec l'industrie nucléaire militaire, soit recevaient l'essentiel du financement de leurs travaux de recherche de cette industrie. Sans doute ont-ils renoncé à mordre la main qui les nourrissait! ».

La CIPR a régulièrement revu à la baisse les valeurs-limites d'exposition aux rayonnements mais toujours en traînant les pieds et sans remettre en cause les principes adoptés dans les années 1950.

3. LE TRAITÉ EURATOM OU LE NUCLÉAIRE CONTRE LA DÉMOCRATIE

Parallèlement au Traité de Rome, fondateur de l'Union européenne, un autre traité, le traité Euratom, a été adopté en 1957 par les six Etats membres de l'époque dans le but de contribuer au développement de l'énergie nucléaire en constituant une Communauté de l'énergie atomique.

L'article 1 de ce traité précise que « la Communauté (de l'énergie atomique) a pour mission de contribuer, par l'établissement des conditions nécessaires à la formation et à la croissance rapides des industries nucléaires, à l'élévation du niveau de vie dans les États membres et au développement des échanges avec les autres pays ». Parfaitement conforme à l'esprit des années 1950, le traité Euratom n'a jamais subi la moindre réforme significative depuis près de 60 ans. Une réforme logique aurait dû s'imposer depuis longtemps: les décisions prises dans le cadre du traité, notamment sur la radioprotection, échappent en effet totalement au contrôle du Parlement européen. Celui-ci n'est que consulté par la Commission européenne et ses prises de position généralement ignorées voire méprisées. Rien ne justifie que le mécanisme de la co-décision, même avec ses faiblesses, n'ait jamais été introduit dans le fonctionnement d'Euratom.

Ce traité a prévu, outre un soutien institutionnel à l'énergie nucléaire, des mécanismes concrets aux plans financier, de recherche et de coopération internationale. Le mécanisme de prêts Euratom a permis un financement significatif d'investissements dans l'industrie nucléaire au cours des années 1960-1970 et 1980 jusqu'en 1987. Par ailleurs, au travers des programmes- cadre de recherche-développement, les moyens consacrés à l'énergie nucléaire représentent au cours des dernières décennies la moitié du total alloué à toutes les sources d'énergie.

Le statut privilégié de l'énergie nucléaire par rapport aux autres formes d'énergie, ne se limite pas à ces aspects. La législation en matière de protection contre les rayonnements radioactifs est adoptée dans le cadre du traité Euratom et, à ce titre, échappe aux principes généraux de protection de l'environnement, comme le principe de précaution. Les principes de base de la radioprotection sont ceux adoptés et recommandés par la CIPR (voir ci-dessus) dans les années 1950 à une époque où l'énergie nucléaire était supposée compenser ses « éventuelles » nuisances par « d'incontestables » bienfaits. Ils protègent plus l'industrie nucléaire que les populations.

Malgré les tentatives de remise en question de la survivance de ce traité, notamment par l'Autriche, aucun débat réel n'a pu avoir lieu à ce sujet. L'Europe, si attachée à ses principes ordo-libéraux et, en particulier à celui d'un marché où la concurrence est libre et non faussée devrait logiquement mettre fin à l'existence d'un traité qui accorde un statut et des conditions de fonctionnement privilégiées à une forme de production d'électricité rejetée par de nombreux États membres et par une majorité d'Européens.

Paul Lannoye
Président du Groupe
Docteur en Sciences physiques

L'ACCIDENT IMPOSSIBLE A EU LIEU TROIS FOIS

Paul Lannoye

1. RETOUR SUR UN ACCIDENT OUBLIÉ: THREE MILE ISLAND, LE 28 MARS 1979

Avant le désastre de Fukushima, il y a eu Tchernobyl, 25 ans avant. Mais le premier accident catastrophique de l'histoire du nucléaire civil a eu lieu quelques années plus tôt aux Etats-Unis, le pays qui a vu naître l'industrie nucléaire.

C'était le 28 mars 1979, à quatre heures du matin. Pour une raison inconnue, les pompes d'alimentation du système de refroidissement secondaire du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Three Mile Island en Pennsylvanie s'arrêtent¹. Des pompes auxiliaires de secours doivent normalement démarrer automatiquement. Elles ne le font pas à la suite d'une erreur humaine commise au cours de la dernière opération de maintenance. La hausse de température de l'eau du circuit primaire qui en résulte accroît la pression, ce qui provoque l'ouverture d'une soupape de décompression du pressuriseur et l'arrêt

automatique du réacteur et de la turbine. Tout cela a pris 8 secondes.

La soupape de décompression doit être refermée dès lors que la pression est redevenue normale. C'est alors qu'a lieu un nouveau dysfonctionnement technique: le voyant lumineux indique erronément une vanne fermée. La pression continue donc de baisser dans le circuit primaire qui se vide par la soupape restée ouverte et libère ainsi dans l'enceinte du réacteur 120 m³ de vapeur et d'eau fortement radioactives. Le cœur commence à fondre. L'opérateur, croyant le pressuriseur plein, conclut à tort que le circuit primaire est plein, lui aussi, et arrête manuellement le circuit d'injection de sécurité!

4 minutes 38 secondes se sont écoulées. Le circuit primaire se vide directement dans l'enceinte de confinement. Le cœur continue de fondre et l'alliage des gaines de combustible (à base de zirconium)

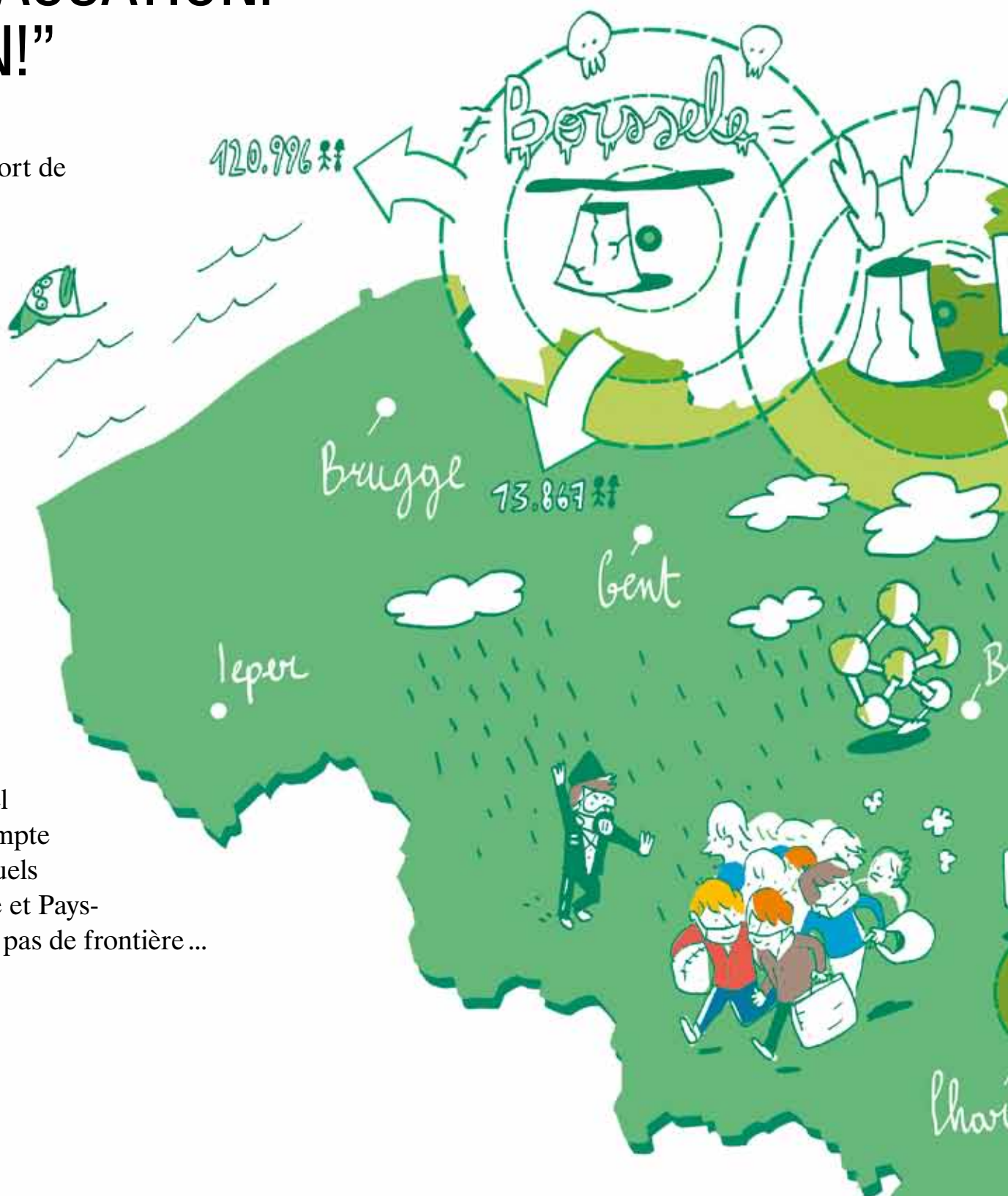
(Suite de l'article page 14)

(1) Ce réacteur était du type PWR (à eau pressurisée) comme ceux de Doel, Tihange et Chooz.



CENTRALES NUCLÉAIRES BELGES ET ÉVACUATION: "TOUT VA BIEN!"

De 1986 à 2000 et selon un rapport de l'UNICEF, 350 400 personnes ont été évacuées autour de la centrale de Tchernobyl. Approximativement 120 000 personnes auraient été évacuées de la zone autour de la centrale de Fukushima Daiichi. Pour une même zone, nous parlons donc d'une évacuation au sein du territoire belge allant de 120 000 à 1 304 000 habitants. Autant dire qu'une telle perspective est peu engageante et sans aucun doute impossible à organiser. À noter enfin que les 120 000 habitants concernés par le plus faible appel à évacuation ne prend pas en compte la population des pays dans lesquels ces centrales sont logées (France et Pays-Bas). Et comme l'exil ne connaît pas de frontière...



NOUS FAIRE DOUCEMENT ACCEPTER LE PIRE

Lire la presse de masse qui parle du nucléaire, c'est saisir tout l'imaginaire d'une société qui transforme en sacré ce qui n'est qu'un choix arbitraire, et extrait donc du domaine de la pensée certaines matières qu'elle considère comme indiscutables. Ainsi, le nucléaire est un fait, les déchets qu'il produit étant dès lors comme l'enneigement devant sa porte, quelque chose de naturel qu'il faut résoudre, s'il faut en les «enfouissant dans l'argile profonde» (Le Soir, 21 mars 2015). Les certitudes passées sauvagement infirmées par les faits (voir page 11 «L'accident impossible a eu lieu trois fois») n'éteignent pas les nouvelles vérités nourries de l'illusion du techno-scientisme qui offre la maîtrise parfaite: «C'est la centrale la plus éloignée de Tokyo (Sendai, dont il on relancé un réacteur en août 2015 nldr). C'est aussi la centrale la moins à même d'être exposée aux mêmes conditions que Fukushima. Elle est

située dans une zone qui n'est pas sismique, pour autant qu'il y ait des régions non sismiques au Japon (Sic)» (Le Soir, 11 août 2015). Jamais la pensée consensuelle médiatique ne nous aide à résoudre cette contradiction: le nucléaire porte en lui des risques de disparition pour l'humanité tout en étant présenté comme économiquement indispensable pour certains pays. Les colporteurs de cette pensée ne peuvent le faire puisqu'ils sont pris dans leur logique qui, au Japon ou ailleurs, ne perçoit la solution que dans la continuation du même et l'impossibilité de penser le changement: «Pour Tokyo, la seule issue est la relance du nucléaire». Pour vous aussi! Les accidents, même s'ils ne le disent pas, est donc le risque acceptable, ce qui transparaît dans leur titre: «Environnement: la Belgique insuffisamment préparée à un accident. Nucléaire: Il faut plus d'iodes» (Le Soir, 11 mars 2015). Le problème n'est donc pas pour eux le risque d'accident, le problème est juste celui de l'impréparation lorsqu'il arrivera....

**UN CHERCHEUR DE L'ULB,
INTERVIEWÉ DANS LE SOIR**

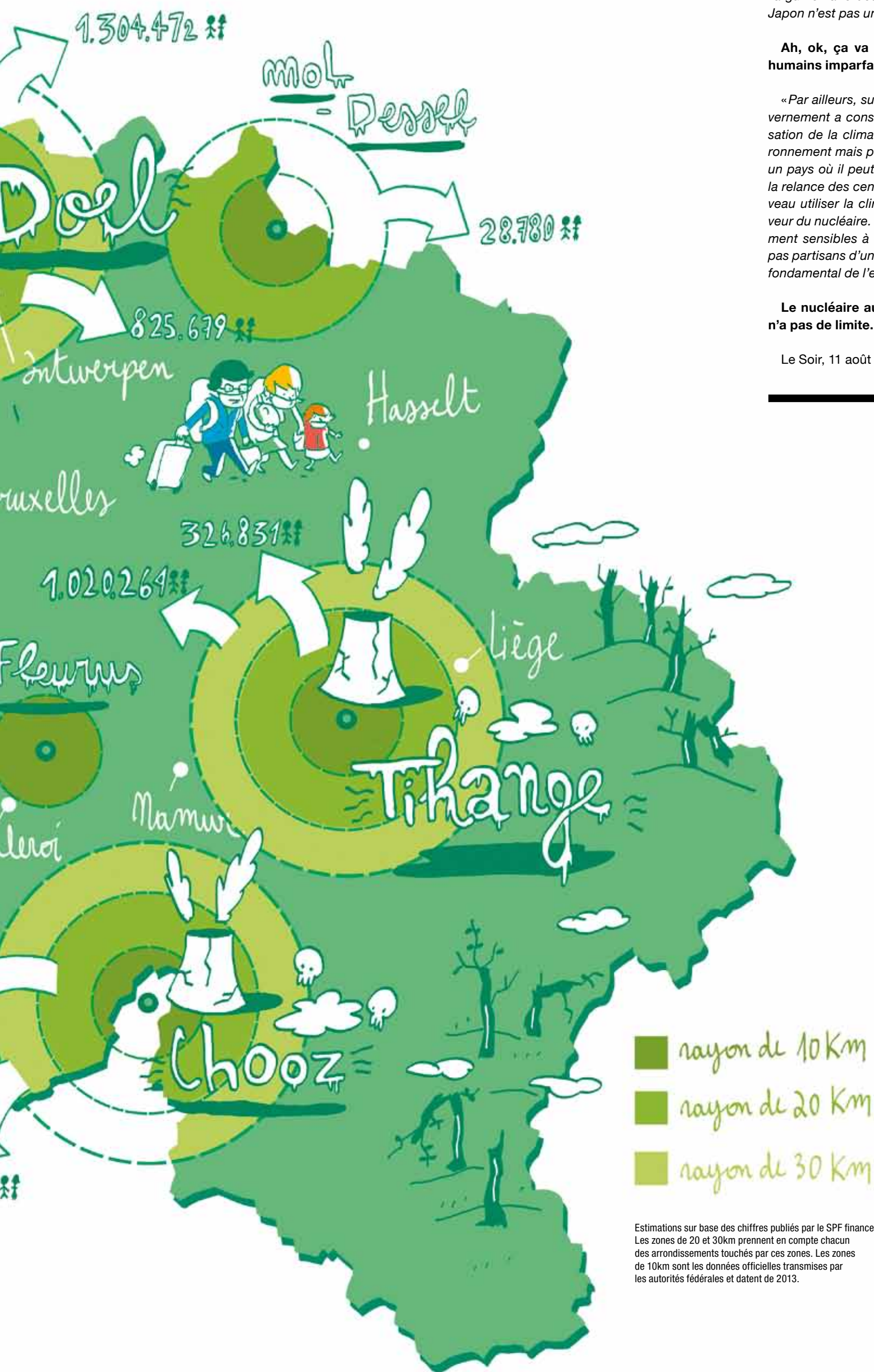
«Un rapport a montré que l'accident de Fukushima était dû à une erreur humaine. Cela déforce l'argumentaire des antinucléaires qui disent que le Japon n'est pas un pays sûr pour le nucléaire».

Ah, ok, ça va alors. Faudrait remplacer ces humains imparfaits par des robots!

«Par ailleurs, suite à l'arrêt des centrales, le gouvernement a conseillé aux gens de diminuer l'utilisation de la climatisation. C'est positif pour l'environnement mais pas pour le confort des gens dans un pays où il peut faire très chaud en été. Grâce à la relance des centrales, les gens pourraient à nouveau utiliser la climatisation. Cela peut jouer en faveur du nucléaire. Enfin, les Japonais sont extrêmement sensibles à l'environnement mais ils ne sont pas partisans d'un radicalisme ou d'un changement fondamental de l'environnement».

Le nucléaire au service de la clim! L'absurde n'a pas de limite.

Le Soir, 11 août 2015.



- rayon de 10 Km
- rayon de 20 Km
- rayon de 30 Km

Estimations sur base des chiffres publiés par le SPF finance en 2011. Les zones de 20 et 30km prennent en compte chacun des arrondissements touchés par ces zones. Les zones de 10km sont les données officielles transmises par les autorités fédérales et datent de 2013.

Illustration: Mr. Iou

réagit avec l'eau pour produire de l'hydrogène en grande quantité, lequel se loge dans les parties supérieures du réacteur.

A 6h45, soit près de trois heures après le début de l'accident, les alarmes de détection de radioactivité se déclenchent. Le directeur de la centrale, affolé, décrète l'état d'urgence et alerte les autorités locales, le gouverneur de l'État de Pennsylvanie et la Commission à l'énergie atomique (AEC) de ce que l'événement pourrait avoir des conséquences radiologiques graves pour le grand public. A 10 heures du matin, une réunion d'urgence a lieu à laquelle participent, outre les responsables de la centrale, les représentants politiques des différents niveaux en ce compris la présidence des États-Unis. La décision d'évacuer les populations riveraines est prise dès lors que l'explosion de la bulle d'hydrogène formée dans l'enceinte est une hypothèse plausible.

Les tentatives des opérateurs, visant à remplir à nouveau le circuit primaire d'eau, aboutissent finalement dans l'après-midi; le combustible est progressivement refroidi. Pendant cinq jours, les exploitants de la centrale et les experts de la NRC (Comité de réglementation nucléaire) ont cherché à comprendre ce qui se passait et à prévoir l'issue de la crise. Le réacteur a finalement été à nouveau sous contrôle mais le déroulement et les effets concrets de l'accident n'ont été élucidés que bien plus tard.

En 1979, les responsables US de la sécurité nucléaire ont rejeté l'éventualité d'une fusion du cœur, laquelle a pourtant bien eu lieu. Ce n'est que six ans plus tard, grâce à une sonde envoyée dans la cuve du réacteur qu'on en a eu la preuve: 50 % du corium² avait fondu et 20% avait coulé au fond de la cuve. Il n'a pas traversé la cuve mais cela a tenu à peu de chose...

« La question n'est plus de savoir si une catastrophe nucléaire peut avoir lieu chez nous en Europe mais bien quand elle aura lieu »

La version officielle des événements veut que les rejets radioactifs aient été très limités et n'aient pas eu d'incidence sur les populations riveraines. En réalité, le bilan est loin d'avoir été négligeable.

- Il y a eu dans les premières heures un rejet massif (plusieurs millions de milliards de Bq) de gaz radioactifs (iode, xénon et krypton) lesquels n'ont pas été mesurés, vu le désarroi ambiant;
- Des relâchements périodiques de gaz radioactifs ont eu lieu au cours des mois qui ont suivi (grandes quantités de Krypton 85);
- Les grands volumes d'eau contaminée présente dans l'enceinte et le système de refroidissement (respectivement 2 millions de litres et 350000 litres avec un taux moyen de contamination de 4 milliards de Bq par litre) ont fait l'objet de rejets étalés dans le temps.

Il est donc incorrect de classer l'accident au niveau 5 de l'échelle INES comme l'ont fait les instances de contrôle internationales. Les prévisions officielles relatives aux conséquences sanitaires ont conclu à un impact non significatif des rejets provoqués par l'accident. Mais, a contrario, une étude portant sur la période 1979-1998, publiée en 2003³ a mis en évidence une augmentation significative du taux de cancers du sein et d'affections des tissus lymphatiques et hématopoïétiques en relation avec le niveau évalué d'exposition aux rayonnements chez les résidents proches de Three Mile Island.

Certes, l'accident de TMI n'a été ni une catastrophe humaine ni une catastrophe écologique comme Tchernobyl ou Fukushima mais il a révélé la vulnérabilité d'une filière de production d'électricité réputée infaillible jusqu'alors.

La lecture des événements montre en effet qu'un accident très grave, qui aurait pu être catastrophique, est survenu par la conjonction inattendue et donc imprévue de défaillances multiples. Certains phénomènes apparus au cours de l'accident n'avaient jamais été envisagés. On chercherait en vain dans les rapports de sûreté relatifs aux réacteurs PWR américains ou européens antérieurs à 1979 la trace de la formation éventuelle d'une bulle d'hydrogène. Même si la réaction entre le zirconium des gaines de combustibles et la vapeur d'eau était bien connue, les conditions physiques nécessaires à la production d'une quantité significative d'hydrogène n'étaient pas considérées comme pouvant être atteintes. Les faits ont largement démenti cette hypothèse: dans les premières heures de l'accident, la quantité d'hydrogène produite fut suffisante pour que les experts de la NRC envisagent la possibilité d'une explosion.

Le désarroi des opérateurs, des experts officiels et des responsables politiques est apparu clairement aux yeux de l'opinion publique internationale: il est devenu évident pour les observateurs attentifs que les centrales nucléaires pouvaient être le siège d'accidents catastrophiques. Aux États-Unis, l'accident de Three Mile Island a été un véritable désastre pour l'industrie nucléaire: plus aucune commande de nouveau réacteur n'a eu lieu; de nombreux projets ont été annulés et des chantiers en cours de construction ont pris un retard considérable du fait des nouvelles exigences des autorités de contrôle. Tout cela a contribué à rendre le choix nucléaire financièrement intenable.

A ce jour, les 99 unités nucléaires en fonctionnement aux États-Unis ont toutes été commandées avant 1979 et leur âge moyen est de 35,6 ans; 33 ont plus de 40 ans, 35 ont entre 35 et 40 ans, 30 entre 21 et 30 ans. Une seule a moins de 20 ans.

Ce n'est qu'en 2013 que quatre nouveaux chantiers ont pu démarrer, avec une connexion au réseau prévue en 2019 et 2020. Un autre chantier est en cours depuis 1972 (!), celui du réacteur de Watts Bar- 2, abandonné pendant de longues années et réactivé en 2014⁴

2. 1986: LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

La catastrophe de Tchernobyl a eu lieu le 26 avril 1986. Elle a affecté un réacteur de la filière RBMK, développée en URSS depuis les années 1950. Du point de vue de la sûreté, certaines caractéristiques le différencient nettement du réacteur à eau sous pression (PWR).

Boris Semenov, un des experts soviétiques en sûreté et Directeur général adjoint de l'AIEA en 1983, insistait sur le peu de risque encouru avec un tel réacteur: «*un accident grave par perte de réfrigérant est pratiquement impossible*». En 1985, le chef de la centrale de Tchernobyl, Nikolai Formin, affirmait: «*L'énorme réacteur est logé dans un silo en béton et est muni de dispositifs de protection de l'environnement. Même si l'incroyable devait se produire, les systèmes de contrôle et de sûreté arrêteraient le réacteur en quelques secondes ...*»⁵.

On le voit. La confiance et la sérénité des ingénieurs soviétiques était identique à celle affichée par leurs collègues occidentaux avant Three Mile Island.

Il est vrai que la sûreté du réacteur RBMK est conçue pour parer à l'accident maximum envisagé. Comme pour les réacteurs PWR, il s'agit de celui résultant d'une perte de refroidissement suite à l'apparition d'une brèche dans les circuits eau-vapeur.

A Tchernobyl, le scénario fut complètement différent de celui de Three Mile Island. Pour parer au même accident de référence, les Soviétiques ont prévu des systèmes de confinement modulaires, les assemblages de combustibles étant placés dans près de 1700 tubes de force indépendante. En cas de réchauffement, la fusion éventuelle du cœur ne concerne donc qu'un nombre limité d'assemblages. La critique, que l'on a abondamment propagée à l'Ouest sur l'absence de confinement n'est donc pas vraiment fondée, sachant que, comme pour les PWR, c'est l'accident de référence, celui d'une perte de réfrigérant qui détermine le dimensionnement du RBMK et non une explosion considérée comme impossible, laquelle eut effectivement lieu.

Ce n'est pas une défaillance du circuit primaire qui a provoqué l'accident à Tchernobyl mais en effet une «*excursion (montée brutale) de réactivité liée à une caractéristique instable propre au RBMK qui interdit de faire fonctionner le réacteur de manière prolongée à faible puissance (inférieure à 800 Mwth)*»⁶. C'est la poursuite d'une expérience destinée à améliorer la sûreté, qui est paradoxalement à l'origine de l'accident. L'équipe de conduite, en cherchant à stabiliser le fonctionnement du réacteur à faible puissance, a provoqué une augmentation brusque de réactivité conduisant à une première explosion, rapidement suivie d'une seconde (explosion d'hydrogène). Cette double explosion n'a pu avoir lieu qu'à la suite d'une série de violations de règles élémentaires de fonctionnement. La première explosion a pulvérisé le combustible et a créé les conditions pour la seconde explosion, celle-ci non nucléaire mais plus importante qui a eu lieu quelques secondes plus tard. Une quantité considérable de produits radioactifs a été rejetée, sans commune mesure avec Three Mile Island.

A Tchernobyl, en 1986, les autorités soviétiques ont tout fait pour camoufler l'ampleur du désastre et empêcher une information correcte de se diffuser. Des ordres ont été donnés par les responsables politiques à destination du milieu médical pour refuser tout lien entre certaines pathologies et l'exposition aux rayonnements, notamment chez les 600 000 liquidateurs. Certains gouvernements occidentaux n'ont pas été en reste; le gouvernement français et les responsables de la sécurité nucléaire du pays ont fait passer le message d'une protection totale du territoire national contre tout risque d'irradiation. La cacophonie européenne s'est manifestée en Belgique par des décisions incohérentes en matière de confinement du bétail: la Région wallonne considérant le risque de contamination des herbages comme négligeable, au contraire du gouvernement fédéral qui recommandait le maintien des bovins à l'étable pendant quelques jours pour éviter l'ingestion d'iode radioactif. Au fil des années, les agences internationales ont volontairement minimisé les conséquences sanitaires de la catastrophe.

Les estimations fournies conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) publiées en 2005 font état d'une cinquantaine de morts parmi les liquidateurs et de 4 000 décès par cancer dans les trois pays les plus touchés par les retombées radioactives, soit le Belarus, l'Ukraine et la Russie. Plus récemment, les mêmes instances ont fini par concéder que quelques milliers de cas de cancers de la thyroïde ont affecté les enfants dans les régions les plus contaminées (tout en insistant sur le fait que le cancer de la thyroïde est le plus souvent

(2) Le corium est le magma résultant de la fusion des métaux du cœur et de l'uranium combustible.

(3) E.O.Talbott et al., *Long term follow-up of the Residents of the Three Mile Island Accident area: 1979-1998*; Environmental Health Perspectives; Vol 111 n° 3; mars 2003.

(4) Mycle Schneider et Antony Froggatt, «*World nuclear industry statut report 2015*», juin 2015.

(5) Les deux citations sont de Jean-Pierre Pharabod et Jean-Paul Shapira, tous deux ingénieurs et spécialistes du nucléaire, dans leur ouvrage «*Les jeux de l'atome et du hasard*», Calmann-Lévy, 1988.

(6) La puissance thermique au cœur du réacteur n'est pas la puissance électrique; les 2/3 de la puissance sont perdues sous forme de chaleur.

curable!). L'accident aurait selon l'OMS provoqué au total moins de 10 000 morts, le nombre de malades ne dépassant pas 200 000. Ces estimations sont essentiellement basées sur la modèle de risque internationalement accepté émanant de la Commission internationale pour la protection contre les rayonnements ionisants, modèle contredit par de nombreux faits et remis en question par les études effectuées sur le terrain par les scientifiques russes, ukrainiens et biélorusses, études totalement ignorées par les différentes instances internationales sous prétexte de publications essentiellement en russe.

En décembre 2011, cette justification ridicule a été balayée grâce à l'Académie des Sciences de New-York qui a publié en anglais l'essentiel des travaux⁷. L'analyse des données relatives à la Biélorussie, à l'Ukraine et à la région de Russie la plus proche de Tchernobyl montre notamment que depuis la catastrophe :

- la morbidité générale des enfants s'est sensiblement accrue en Biélorussie ;
- le phénomène de vieillissement précoce se manifeste clairement : l'âge biologique des personnes vivant de manière permanente dans les territoires contaminés d'Ukraine dépasse l'âge réel de 7 à 9 ans ;
- le syndrome de vieillissement précoce est caractéristique chez les 600 000 liquidateurs qui ont construit le sarcophage de Tchernobyl ; de nombreuses maladies apparaissent chez eux 10 à 15 ans plus tôt que dans la population générale ;
- les atteintes génétiques sont clairement mesurables par la détection très répandue d'aberrations chromosomiques. Les conséquences génétiques de la catastrophe atteindront des centaines de millions de personnes ;
- selon les experts, près de 1 500 000 personnes sont menacées par une affection thyroïdienne, le cancer étant la forme la plus grave de ce type d'affection ;
- En Biélorussie, l'incidence de toutes les affections cancéreuses a augmenté de 40% entre 1990 et 2000.

Signalons qu'en Europe de l'Ouest, certaines régions sont à ce jour encore contaminées par la radioactivité notamment au nord de la Scandinavie, en Allemagne, en Écosse et en Pologne, au point que certains produits qui en sont originaires restent impropres à la consommation (gibier, poisson, champignons), de l'aveu même de la Commission européenne.

Au plan sanitaire, les travaux de Martin Tondel et al.⁸ sur le cancer dans le Nord de la Suède ont montré un accroissement significatif de 11% du taux de cancer pour une contamination au Césium 137 de 100kBq/m².

3. QUATRE ANS APRÈS LE 11 MARS 2011, LE DÉSASTRE DE FUKUSHIMA EST TOUJOURS LÀ

Dans les heures qui ont suivi la perte de contrôle des réacteurs nucléaires de Fukushima, à la suite d'un tremblement de terre et d'un tsunami dévastateurs, les informations en provenance de Tepco, propriétaire et gestionnaire de la centrale, de l'Agence de sécurité japonaise et du gouvernement ont toutes laissé entendre que si la situation était grave, la catastrophe pouvait encore être évitée. Évalué initialement au niveau 4 sur l'échelle INES de gravité des accidents nucléaires, ensuite au niveau 5 (comme à Three Mile Island), l'accident a été, quelques semaines plus tard, réévalué au niveau 7 (comme à Tchernobyl). Il était difficile de nier ce qui

est devenu évident pour tout le monde : Fukushima est un désastre.

Trois réacteurs nucléaires en fusion, quatre piscines de désactivation du combustible rendues extrêmement dangereuses, des centaines de milliers de personnes évacuées, des milliers d'hectares contaminés, deux millions de personnes à la santé menacée, des montagnes de déchets radioactifs à stocker pour les siècles à venir, des rejets permanents en mer d'eau contaminée...

Quatre ans plus tard, les discours officiels rassurants du gouvernement japonais et la quasi disparition dans les médias occidentaux d'informations récentes sur les suites de la catastrophe peuvent faire croire à un retour à la normale et à la maîtrise de la situation. Or, il n'en est rien. Certes, le retrait des assemblages combustibles de la piscine du réacteur n° 4 s'est achevé en décembre 2014 écartant enfin la menace d'un effondrement dont les conséquences auraient été apocalyptiques. Il reste cependant beaucoup à réaliser pour parler de contrôle technique du site mais il faut aussi commencer (en 2019 ?) le retrait du combustible présent dans les piscines des autres réacteurs et surtout engager celui des combustibles fondus des réacteurs 1,2 et 3. 30 à 40 ans sont prévus pour ce faire.

Selon l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité nucléaire français), les délais annoncés sont à considérer comme des ordres de grandeur, « sachant que d'importantes opérations de caractérisation approfondie de l'état des installations ainsi que des travaux de recherche sont encore à réaliser ». Ce langage diplomatique et complaisant révèle bien la situation : on n'est nulle part.

Mais au-delà de ces énormes problèmes de gestion, à mettre en œuvre dans des conditions de sécurité difficiles (en particulier pour les milliers de travailleurs, soumis à des doses d'irradiation importantes), c'est la souffrance des populations qui doit être prise en considération. Il y a surtout l'inquiétude permanente pour la santé du fait de l'exposition à la radioactivité. Les pathologies de la glande thyroïde sont au premier plan des préoccupations. C'est d'autant plus légitime que le précédent de Tchernobyl et l'absence de mesures de protection préventive dans les heures qui ont suivi les premiers rejets radioactifs doivent faire redouter une escalade. La situation globale ne laisse guère de place au doute ; la catastrophe humaine, écologique et économique est toujours en cours, quoi que disent les « responsables japonais ».

Plutôt que reconnaître la gravité des problèmes, le gouvernement persiste dans son attitude de déni. Afin que Tokyo puisse accueillir les jeux olympiques en 2020, le premier ministre Shinzo Abe n'a pas hésité à mentir effrontément en prétendant que la situation était sous contrôle et que les impacts de l'accident étaient limités au site de la centrale. L'impact politique de la catastrophe ne se limite pas à cette péripiétie. En décembre 2013, le parlement a adopté une loi interdisant la divulgation d'informations dites « sensibles » et couvertes par le secret d'État. Le dernier classement annuel de la liberté de la presse de Reporters sans frontières fait rétrograder le Japon à la 59ème place. Avant le 11 mars 2011, le Japon était classé à la 11ème place.

Il s'agit à tout prix de sauver l'image du Japon aux yeux de l'opinion internationale et, avec la complicité des instances internationales en charge de la sûreté nucléaire et de la santé (AIEA et OMS), de faire passer le message selon lequel il est parfaitement possible de vivre en zone contaminée après un grave accident nucléaire. En Biélorussie, après l'accident de Tchernobyl, le programme Ethos, financé par l'Union européenne, a eu comme objectif de montrer comment vivre en zone contaminée et ainsi d'aider la population à s'accommoder d'une situation inacceptable. Un même programme a été mis en place à Fukushima ...

4. QUAND L'IMPOSSIBLE DEVIENT PROBABLE

Les trois accidents catastrophiques qui ont mis hors contrôle des réacteurs nucléaires et provoqué une fusion du cœur radioactif étaient des accidents impossibles. Ils se sont déroulés selon un scénario non envisagé par les autorités de sûreté. A chaque fois, des défaillances simultanées ou successives et des erreurs humaines impensables ont conduit à une situation rejetée par des experts pour qui totalement improbable est synonyme d'impossible.

Impossible était la formation d'une bulle d'hydrogène susceptible d'exploser à Three Mile Island. Impossible était l'excursion nucléaire dans un réacteur RBMK et l'explosion d'un réacteur à Tchernobyl. Impossible était un tremblement de terre de magnitude 9, suivi d'un tsunami et de la mise hors service de tout ce qui assurait la sécurité de fonctionnement de trois réacteurs à Fukushima.

Après Three Mile Island, une campagne de désinformation efficace a pu rassurer une opinion publique complaisante : tous comptes faits, cela n'a pas été si grave ; d'ailleurs il n'y a pas eu de victimes et les rejets radioactifs ont été insignifiants ... Il suffit de corriger les erreurs de procédure en cas de défaillance technique et tout sera pour le mieux. Au diable les alarmistes !

Après Tchernobyl, mettre en cause la technologie soviétique obsolète et le manque de sérieux des opérateurs a pu facilement sécuriser les Occidentaux et accréditer l'idée qu'un tel désastre était impensable chez nous.

Après Fukushima, dans un pays à la pointe de la modernité, que dire sinon invoquer une méchante fatalité et le caractère exceptionnel et impensable en d'autres lieux d'un tsunami d'une telle ampleur.

Malheureusement pour les croyants, aveuglés par leur foi technicienne, les faits sont indiscutables : 50 ans de production électronucléaire dans le monde ont connu trois accidents impossibles et cinq fusions d'un cœur radioactif (trois à Fukushima). La question n'est plus de savoir si une catastrophe nucléaire peut avoir lieu chez nous en Europe mais bien quand elle aura lieu.

Soit on accepte cette perspective peu réjouissante et on se prépare à vivre en zone contaminée pendant des décennies. Soit on programme l'arrêt de tous les réacteurs nucléaires en fonctionnement en commençant par les plus dangereux, c'est-à-dire ceux situés en zone sismique et en zone industrielle densément peuplée, comme à Doel et à Tihange.

Paul Lannoye

(7) A.Yablokov, V. Nesterenko et A. Nesterenko : Chernobyl ; « Consequences of the catastrophe for people and the environment » ; Annals of the New York Academy of Sciences ; Vol 1181, déc. 2011.

(8) Martin Tondel et al., « Increase of total cancer incidence in North Sweden due to the Tchernobyl accident? » Journal of Epidemiol.Community Health, n° 58, 2004.

L'HISTOIRE DE LA FISSURE QUI CACHAIT LA FAILLE

Le réseau « Sortir du nucléaire » est un réseau français créé en 1997 suite à la victoire d'une mobilisation contre la construction d'un super réacteur nucléaire nommé « Superphénix ». Il fédère groupes, individus, collectifs autour de l'objectif final de la dénucléarisation de la France, pays le plus nucléarisé de la planète. Entretien avec Charlotte Mijeon, porte-parole du réseau.

Kairos. Actions en justice, organisation de mobilisation, dossiers et autres campagnes de sensibilisation font partie du panel de vos actions. L'une des dernières campagnes s'intitule : « Nucléaire : Stop au rafistolage ! ». Que signifiez-vous par là ?

Charlotte Mijeon. Nous sommes partis du constat qu'en France – mais le phénomène se présente aussi dans d'autres pays –, les centrales nucléaires vieillissent. La moitié a dépassé les trente ans, l'âge pour lequel, à l'origine, elles avaient été conçues, et certaines s'approchent de plus en plus des quarante. Or, ce que l'on sait, c'est qu'avec le temps différents problèmes interviennent qui sont directement liés à l'usure inexorable des matériaux, sachant que certains composants, comme la cuve, ne se remplacent pas. Certains composants connaissent par ailleurs une usure dont on ne peut mesurer le vieillissement, comme par exemple les câbles enterrés; d'autres encore pourraient être remplacés mais les pièces ne se trouvent plus.

L'autre problème à mettre en parallèle est celui du vieillissement du personnel EDF et du personnel de maintenance. On se retrouve donc avec des réacteurs qui vieillissent, sur lesquels de gros travaux potentiels sont à réaliser alors même que les personnes les plus qualifiées pour le faire vont partir à la retraite.

Ce qu'on appelle rafistolage est également lié à ce que l'on appelle le programme dit de « grand carénage », dont l'objectif est de prolonger la durée de fonctionnement des centrales nucléaires au-delà de quarante ans en France – jusqu'à cinquante ans, voire soixante ans si l'on en croit la volonté d'EDF. Ce programme est censé toucher l'ensemble du parc – 58 réacteurs en France – et serait estimé, selon les évaluations d'EDF, à 55 milliards d'euros (d'autres estimations, dont celles de Greenpeace, montrent qu'il s'agirait plutôt de centaines de milliards d'euros). Face à l'ampleur de ces travaux et du coût démentiel qu'ils représentent en regard de ce qu'on est en mesure de faire – vu l'usure des matériaux et le non-remplacement de certains éléments –, nous constatons que le seul moyen d'agir est d'agir à la marge, de rafistoler. On ne peut par exemple pas remplacer une cuve de réacteur en France, quand bien même elle présenterait des fissures ou d'autres soucis du même ordre. Il y a des éléments – l'enceinte en béton, les câbles enterrés – qu'on ne peut pas remplacer. C'est pour cela que nous considérons qu'une centrale nucléaire n'est pas comme une voiture qui passe au contrôle technique et peut repartir. Il y a un problème réel de limite, d'usure des matériaux et d'obsolescence.

Même après ce rafistolage, les centrales ne pourront donc pas être déclarées plus sûres car certains éléments n'auront pas pu être remplacés. En outre, certains travaux sont extrêmement lourds, inédits et en l'état actuel de la gestion de la sous-traitance en France, risquent de faire pis que mieux. On est donc face à de potentiels travaux censés améliorer

« Il y a quelque chose qui est de l'ordre de la fuite en avant, de l'impossibilité de penser hors du nucléaire, à la fois pour EDF et pour nos dirigeants en charge de la politique énergétique du pays »

la sûreté et qui, finalement, risquent de déboucher sur une dégradation. Au-delà de ça, on sait par ailleurs, selon l'agence de sûreté nucléaire française, qu'EDF est incapable de mener à bien tous les travaux de maintenance qu'elle s'est fixés, et qu'à peu près un tiers des problèmes dans les centrales nucléaires sont liés à une maintenance incomplète. Si les maintenances régulières souffrent déjà de tels problèmes, on peut imaginer l'ampleur des difficultés, et donc des risques, dans le cadre de travaux inédits.

Ce que nous craignons également avec ce programme dit « de grand carénage », c'est qu'il se traduise par un grand carnage pour les travailleurs qui en ont la charge, avec notamment un recours massif à des sous-traitants peu formés et peu au fait des enjeux de radio-protection et de la dangerosité des réacteurs. En sachant qu'on risque d'avoir des chantiers, et autres opérations inédites, concomitant avec des opérations inédites qui vont mobiliser énormément de monde à une période où, comme on l'a dit, une grande partie de l'effectif EDF et des sous-traitants qualifiés partent à la retraite.

On voit au niveau de la carte publiée sur votre site que les réacteurs français qui ont dépassé les trente ans sont nombreux, comment se déroulent dans les faits les premières grandes manœuvres de rafistolage ?

Des travaux ont déjà eu lieu, dans un premier temps pour la centrale de Fessenheim, qui sont un exemple typique de travaux extrêmement lourds mais qui, in fine, ne permettront pas d'éviter un accident. Fessenheim est caractérisé notamment par la présence d'un ravier – socle en béton sous la centrale – qui est particulièrement mince et sur lequel ont été réalisés des travaux visant à ajouter une couche de protection supplémentaire. Sachant qu'on ne pouvait ni bouger la cuve ni le réacteur, ils se sont débrouillés pour creuser un canal de dérivation. Or, d'une part, on ne peut pas être sûr que cela ne va pas fragiliser certains éléments et, d'autre part, cela permettra uniquement de gagner

environ quarante-huit heures avant que le combustible en fusion n'atteigne la nappe phréatique en cas d'accidents.

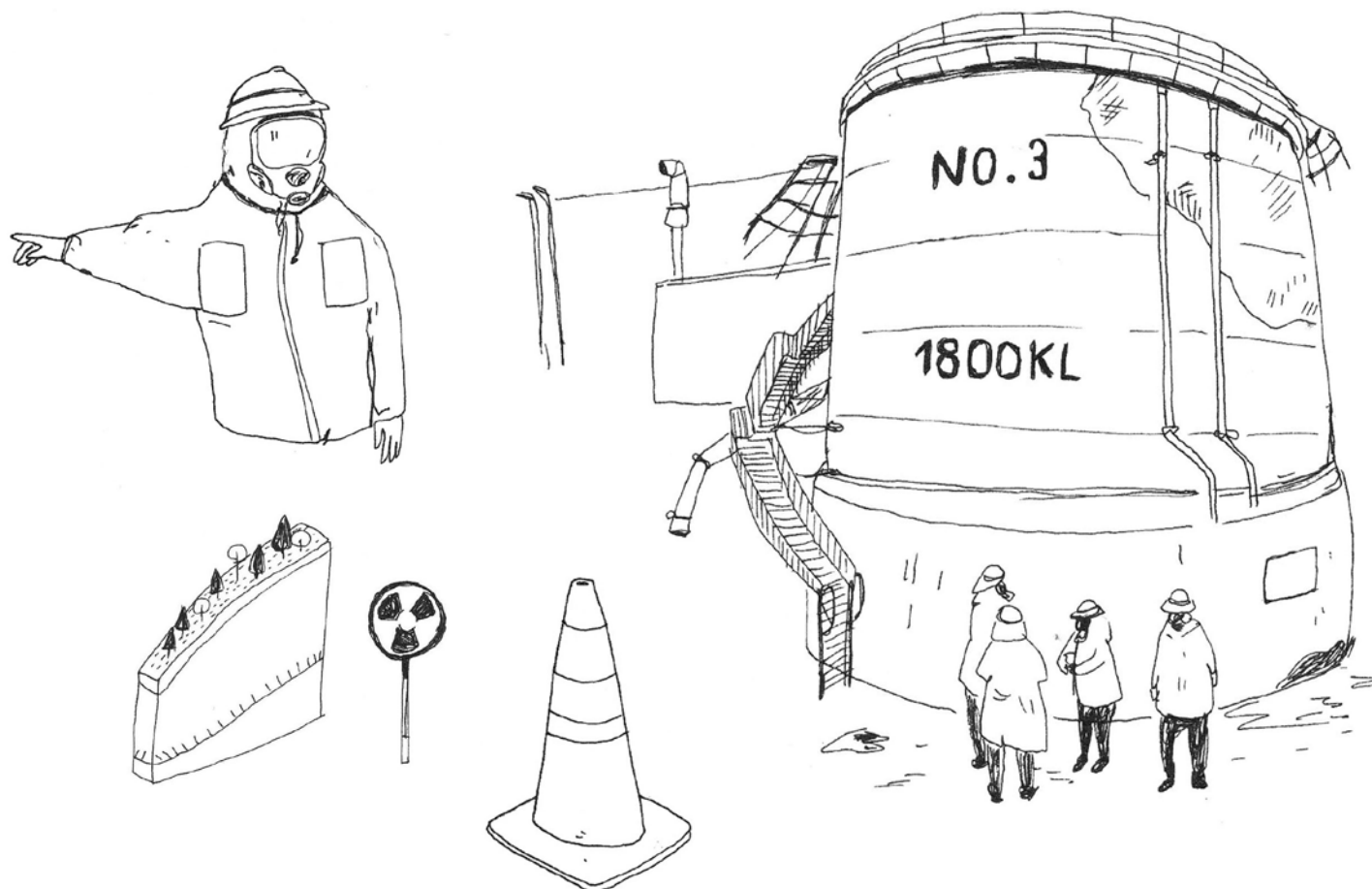
On a également vécu fin juin-début juillet, des incidents qui auraient pu très mal tourner et qui sont directement liés à une maintenance mal faite, dans le cadre notamment de travaux réalisés à quelques semaines d'intervalle et destinés à prolonger la durée de vie des centrales. A la centrale nucléaire du Blayais, en Gironde, est survenu un incident qui aurait pu être empêché si les procédures et le temps de travail étaient respectés. Dans ce cas, une découpe de matériaux – irradiés dans tous les cas – a créé des poussières radioactives qui, suite à un souci d'étanchéité d'un sas de confinement, se sont diffusées, contaminant plusieurs personnes présentes. La situation s'est produite deux fois de suite. À quelques semaines d'intervalle, à la centrale nucléaire de Paluel, en Seine-Maritime, une opération dans la salle des machines a débouché sur un feu de titane dans une caisse importante pour la sûreté, feu qu'il a fallu plus de six heures pour maîtriser.

Ce sont là des exemples typiques de travaux qui sont normalement effectués pour améliorer la sûreté mais qui sont faits dans la précipitation afin de limiter le temps d'arrêt de la centrale, avec comme résultats la mise en danger de vies, l'irradiation du personnel et le manque de fiabilité des travaux réalisés. Nous considérons cela comme un réel problème.

Pour en venir à la situation belge, l'actualité de l'atome était marquée, il y a quelques temps, par les fissures détectées dans deux réacteurs, Doel 3 et Tihange 2. Peut-on considérer que ces détectations font suite à une amélioration de la précision des instruments de mesure, ou est-ce un signe d'usure de la cuve qui annonce la détérioration d'autres réacteurs ?

Je pencherais plutôt pour la seconde piste. Il faut savoir qu'en France, on s'est refusé à un contrôle extensif en prétextant que ce n'était pas le même modèle de réacteur. Pourtant, il est tout à fait possible que nous soyons confrontés au même type de défauts sérieux. Nous savons déjà que certaines centrales comme celles de Gravelines et de Tricastin, présentent également des problèmes de fissures. Par ailleurs, en Belgique, on ne peut être que marqué par la minimisation de la situation : on parle de microfissures alors qu'elles sont tout de même d'une taille non négligeable (jusqu'à 18 centimètres à Doel et 15 à Tihange pour les plus importantes ndlr).

Donc en effet, les détectations sont très certainement liées à la question de l'usure des matériaux. Il faut savoir que le bombardement des neutrons dû au fonctionnement normal d'un réacteur nucléaire, n'est pas sans incidence sur la solidité d'une cuve ainsi que sur sa vulnérabilité face au choc des températures, à leurs variations. Ce n'est donc pas uniquement parce que nous parvenons mieux à détec-



ter les fissures, mais c'est surtout la problématique de l'usure qui est centrale. En France, on a cassé le thermomètre pour éviter de constater ce genre de défauts, c'est-à-dire que certains dispositifs qui permettaient de mesurer l'usure des matériaux ont été supprimés.

Pour en revenir à la question du personnel, on a vécu un incident technique à Tihange pendant le mois d'août et au sujet duquel très peu d'informations ont filtré, sinon qu'un réacteur s'est arrêté en plein milieu de la nuit avec l'annonce de sa relance quelques jours plus tard pour finalement en post-poser le redémarrage à la fin août. Officiellement, on parle d'un souci de maintenance et nous avons eu droit à une déclaration du patron de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) qui appelait au renforcement de la « culture de sécurité » au sein de la centrale de Tihange. Est-ce une manière d'admettre le problème de non renouvellement du personnel et donc le défaut de compétences que vous évoquiez auparavant ?

Il y a en fait plusieurs points qui rentrent en ligne de compte : à la fois un problème de compétences – il y a beaucoup d'intervenants dont c'est le métier mais il y en a aussi qui sont insuffisamment formés – et donc un problème de non-transmission de ces compétences. Et on ne parle pas de compétences qui soient d'ordre académique mais plutôt de l'ordre de l'empirisme. Par exemple, le réseau *Sortir du nucléaire* a intenté une action en justice à l'encontre d'une centrale nucléaire où il y avait eu une fuite d'acide fluorhydrique et où l'on a constaté que la canalisation endommagée n'était pas vérifiée car elle n'apparaissait pas sur le plan. Dans ces cas-là, on est tributaire, au niveau de la sûreté, de personnes, de professionnels qui ont une connaissance empirique et historique des installations ; des « nomades du nucléaire » qui arrivent sur un site sans le connaître, ou même des ingénieurs qui sont nommés et qui ont une formation théorique, ne peuvent pas être au courant de ce qui ne figure pas sur les plans ou des endroits susceptibles de connaître des fuites à un moment donné.

C'est là un des enjeux qui se pose de manière de plus en plus criante au fur et à mesure que les professionnels qui connaissent les installations partent à la retraite. On insiste toutefois sur le fait qu'il ne faut pas tout rejeter sur les personnes qui interviennent dans les centrales nucléaires, tout simplement parce qu'elles n'ont pas les moyens de faire leur travail correctement : la durée des inter-

ventions se réduit progressivement – certainement chez EDF – et certaines interventions qui se déroulaient sur une période d'un mois et demi, se font aujourd'hui en trois semaines – car un jour d'arrêt de réacteur correspond à un manque à gagner d'un million d'euros. Outre que ces opérations sont faites au pas de course, il n'y a plus de vérifications systématiques mais des vérifications par sondage. Les conditions de travail sont extrêmement difficiles, notamment pour des intervenants nomades, qui se déplacent de site en site, doivent dormir en camping et vivent dans des conditions de stress assez importantes. Le réalisateur belge Alain de Halleux a parfaitement décrit cette situation dans son documentaire « *R.A.S. nucléaire, rien à signaler* ».

Elle est peut-être naïve mais il me reste une question assez fondamentale : alors que les investissements pour la prolongation des centrales représentent entre 55 et 250 milliards d'euros en France ; qu'en Belgique au moment de l'annonce de la prolongation des plus anciens réacteurs, on se retrouve avec seulement deux réacteurs en ordre de fonctionnement sur sept suite à un sabotage toujours aussi énigmatique ; de deux cuves fissurées et d'incidents à répétition... comment comprendre que la Belgique, la France et d'autres pays se positionnent encore et toujours pour un prolongement de la durée de vie des centrales nucléaires ?

Bonne question. Très clairement, EDF se voile la face sur la réalité des investissements. Je pense qu'EDF sait aussi que toutes ses centrales ne pourront pas être prolongées mais continue à s'organiser pour assurer la prolongation de celles qu'il souhaite. Très clairement, il y a quelque chose qui est de l'ordre de la fuite en avant, de l'impossibilité aussi de penser hors du nucléaire, à la fois pour EDF et pour nos dirigeants en charge de la politique énergétique du pays – qui est d'ailleurs largement déléguée à EDF.

En France, il y a une loi de transition énergétique qui prévoit de baisser la part du nucléaire mais qui à l'heure actuelle ne permet d'entrevoir aucune fermeture de réacteurs : il n'y a rien qui, dans la loi, prévoit la fermeture des réacteurs les plus anciens. Même pour la fermeture de Fessenheim, l'état freine face à EDF. On remarque qu'avant, si la loi stipulait de plafonner la production nucléaire de sorte qu'on ne puisse pas mettre en service un nouveau réacteur sans en fermer un ancien, on observe aujourd'hui un nouveau renversement. Ségolène Royal (ministre française de l'énergie) annonce que pour

fermer Fessenheim, il faudra attendre que l'EPR de Flamanville entre en service. Donc de plafond, ce seuil est devenu une sorte de plancher alors même que le but affiché par la loi est de réduire la part du nucléaire. Ce qu'on observe là est véritablement une impossibilité, un refus de penser qu'on puisse fermer des réacteurs. Cette fuite en avant est extrêmement dangereuse, à la fois sur la plan de la sûreté et sur le plan de l'approvisionnement énergétique et financier. On va se retrouver dans tous les cas face à des problèmes de centrales qu'on ne pourra pas prolonger indéfiniment, des pannes plus fréquentes et plus longues que prévues, voire définitives et, en France, on n'aura rien prévu pour que les énergies renouvelables prennent le pas et que la décroissance des consommations énergétiques soit suffisante.

Avant de clôturer cet entretien, aimeriez-vous ajouter un dernier élément ?

Pour compléter au sujet de la question de la fuite en avant, il faut ajouter qu'EDF n'est pas capable de penser autrement et reste dans une logique de très court terme, que l'arrêt de réacteurs représente un manque à gagner qui se compte en millions d'euros et qu'on est dans un système qui avec la problématique de la gestion des déchets, rend EDF tributaire de continuer à faire fonctionner ses centrales plus longtemps si elle souhaite provisionner suffisamment pour assurer une telle gestion.

C'est-à-dire ?

Et bien, EDF n'a pas provisionné suffisamment pour les déchets et donc se retrouve dans une situation un peu folle ou pour pouvoir rassembler les sommes nécessaires il faut qu'elle fasse du bonus, donc que les réacteurs continuent à produire. Ce qui signifie que d'autres déchets auront été produits pendant ce temps. Ceci n'est pas le seul argument qui explique la volonté de prolonger à tout prix la durée de vie des centrales, mais ça peut être un des facteurs qui entre en compte.

Le serpent se mord la queue alors que la facture finale risque d'être extrêmement salée. EDF est aujourd'hui très endettée et cette méforme financière n'est pas non plus d'ordre à rassurer quant à sa capacité de traiter des déchets. Charge financière qui risque donc fort de retomber sur les populations.

Propos recueillis par Nicolas Bras

CARTES POSTALES

Fini l'été et l'insouciance des beaux jours, rangés les fauteuils de plages, bouées-canards, masques de plongée et lotions bronzage. On rentre ; la plupart au turbin, les autres aux queues devant les guichets de l'Onem et des centres d'aide sociale. On rentre, même si on n'est pas partis et que l'on s'est satisfaits de petites distractions ; on rentre parce que c'est la rentrée et que c'est un événement dont parlent les journaux chaque année à la même époque. Il y a la rentrée scolaire qui ne manque pas, à chaque fois, des petits soucis relatifs aux inscriptions et au manque de place ici ou là, aux décrets divers annoncés comme de nature à rendre les choses plus aisées et mieux adaptées pour les élèves comme pour leurs maîtres ; et les mécontents de monter au créneau pour dénoncer tel vice de forme, telle contradiction ou autre flagrante stupidité. Il faut bien et il est bon de s'agiter un peu, c'est une autre facette de la rentrée. A cet égard, c'est sans grande impatience ni illusions, mais avec une certaine curiosité, que l'on attendra la rentrée sociale qui



Illustration: Agathe Payen

va *grosso modo* de pair avec la rentrée politique ; l'une et l'autre pouvant donner lieu à de légers soubresauts. On se souviendra de la pauvre dispute - et de la polémique - qui a opposé la patronne du syndicat chrétien au chef de la FGTB, l'une reprochant à l'autre de détester ce qu'elle représente: une femme, cultivée, qui a fait des études, capable de lire des dossiers. Et quelques livres, sûrement ; mais lesquels ? Passons. Goblet, de son côté, s'est défendu de toute forme d'anti-féminisme primaire et en a appelé, malgré la discorde, au dialogue avec sa partenaire en luttes sociales qui aurait bien besoin de voir se ressouder le front commun en vue des prochaines échéances. Car, de son côté, le gouvernement de Charles Michel n'a pas chômé et a multiplié, sur tous fronts, les mesures et attaques à l'encontre de ce qui reste encore de la sécurité et de la solidarité sociale conquise et construite de haute lutte par nos aïeux et dont il ne restera bientôt plus que des ruines. Face à quoi, jusqu'à preuve du contraire, les organisations syndicales n'opposent que de vagues protestations en guise de ripostes, loin des véritables et nécessaires réflexions et actions qu'exige pourtant la rigueur des temps.

Au reste, une fois encore, on observera avec un désappointement attristé combien tout cela semble loin d'émouvoir ni choquer les premiers concernés par l'application aveugle et imbécile de la désormais incontournable austérité qui les touche et dont nos responsables politiques disent attendre qu'elle porte ses fruits en matière de relance économique, de créations d'emplois et autres vagues embellies dont, bientôt, nous tirerons, paraît-il, tous les profits. On a vu et l'on voit, en Grèce, soumise à l'implacable obstination de la «troïka», chez nos proches voisins de France, gouvernés pourtant par d'éminents et respectables *socialistes*, que l'acharnement à suivre les diktats des milieux d'affaires et du marché n'a pour effet que de perpétuer et aggraver l'effrayante disparité entre les «nantis» et

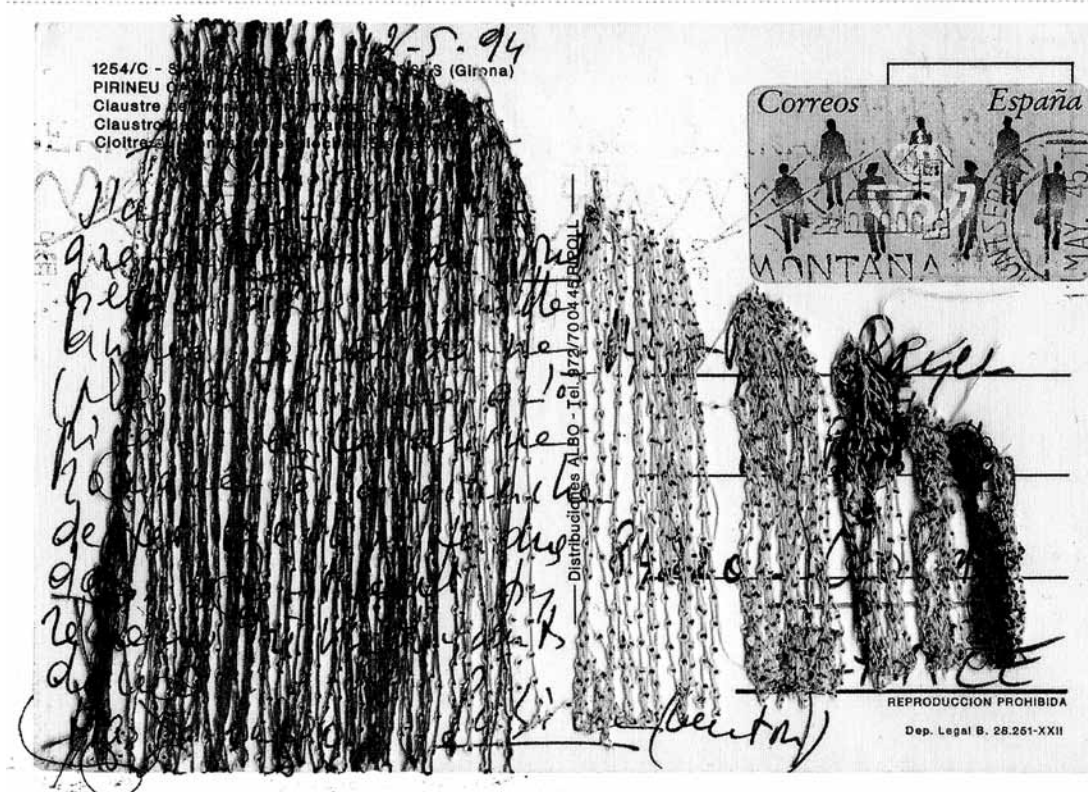
les foules de plus en plus compactes des «nouveaux pauvres». D'aucuns en viennent à penser que tout cela ressort des caprices des propriétaires du monde dont l'ultime projet serait de se débarrasser, d'une façon ou d'une autre, des hordes de miséreux qui font tache dans un paysage qui, très strictement, leur appartient. A voir, par ailleurs, avec quelle criminelle insouciance sont menés partout les projets des grandes multinationales dans tous les domaines d'activité et les dommages irrémediables qui en découlent inexorablement pour l'homme et l'environnement - le dernier *incident* en date, à Tianjin, en est une parfaite illustration - et, par ailleurs, la folie qui gagne de plus en plus les milieux de la finance qui se moquent des lois, qui sont de plus en plus hors de toute réglementation possible, d'où qu'elle puisse encore venir, on est bien en droit de se demander où cette farce sinistre va finir par nous mener. Nous, c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui constituent la présente humanité. Avec les foules acheteuses de chez nous, indifférentes quand elles ne sont pas hostiles à ces autres, ces *étrangers* qui prennent la mer avec femmes et enfants, sur des rafiots et des barques, se noient par milliers ou arrivent exténués aux frontières d'un continent vieilli et frileux qui est pour eux un chimérique eldorado en regard des souffrances et du malheur qu'ils fuient. Si l'on ajoute à tout cela les perspectives et prédictions alarmistes venant de ceux qui observent et analysent les mouvements et les troubles dans le sein du monde de l'économie - devenu le seul monde - et la possible prochaine et universelle crise bancaire qui se profile à l'horizon, ici aussi, quels que soient les espoirs que l'on pouvait encore entretenir d'un sursaut des élites partout au pouvoir, on est bien obligé de constater que, très globalement, les voies tracées jusqu'ici sont désormais absolument impraticables.

Mais voilà, toutes et tous nous continuons de vivre nos fragiles existences vaille que vaille, nous faisons nos achats, nous cuisinons et utilisons le gaz, l'eau et l'électricité qui sont là, à portée de main. Il suffit de tourner une manette, d'appuyer sur un bouton, d'ouvrir un robinet. Et même si, en choisissant - ou en y étant simplement contraints - une existence simple et sobre, avec des besoins mineurs et hors de tout superflu, nous n'en sommes

pas moins et restons malgré tout des citoyens de ce monde et nous partageons avec les autres une même responsabilité collective dans ce qu'il advient de désastres de toutes sortes. Mais cela étant, il faut dire et redire encore que les choix faits dans tous les domaines de l'élaboration et l'extension indéfinie de cette société industrielle ont été, dès les origines, le fait et la seule prérogative de la classe qui dominait et domine plus que jamais. Ce sont les princes d'industrie, les banquiers qui, dans le seul souci d'asseoir leur pouvoir et faire croître leurs profits et privilèges sur des masses soumises, ont façonné le monde tel qu'il est. Certes, des luttes ont été menées, parfois durement et quelques victoires emportées par les classes pauvres en vue d'améliorer leur sort. Et on a vu, après la chaude alerte de mai 1968 et pendant quelques décennies - les fameuses trente glorieuses - les conditions de vie nouvelles s'imposer, une opulence extraordinaire fait naître des besoins et des envies nouveaux et merveilleux, entretenus et amplifiés par la science de la publicité, dans le même temps que les profits des commerçants, les petits comme les grands, augmentaient en proportion d'une consommation de masse qui semblait ne pas avoir de limites. Et c'est ainsi que l'on a pu assister à la naissance du *consommateur*, flanqué de son fidèle animal de compagnie, le *pouvoir d'achat*, désormais seul horizon disponible et convoité. Rien, évidemment, ne pouvait autant satisfaire leurs maîtres que de voir ceux qui avaient pendant si longtemps et parfois durement contesté leur pouvoir, se soumettre avec un tel enthousiasme aux rets délicieux qui les tenaient maintenant prisonniers.

Mais la prison dorée où l'on s'assoupissait sans appréhensions ni alarmes se transforme petit à petit en forteresse, menacée par de sombres figures, soumises et aveuglées par de lointains forcenés. Il faudra donc, nous dit-on, fortifier les remparts ; nous risquons fort d'en payer le prix.

Jean-Pierre L. Collignon



COUPS DE MAIN CONTRE NATURE AU GOLAN ?



Les hauteurs du Golan... un fragment de terre, une zone tampon, qu'Israël et la Syrie se sont engagés à démilitariser en 1974 après la guerre du Kippour et surveillée par les forces Onusiennes au prix de 43 vies entre 1974 et 2008.

Parcourir les récents rapports de la FNUOD (Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement) présente sur le No Man's Land entre Israël et la Syrie, c'est entrer dans un monde où des bergers traversent des lignes de feu, des hommes indéterminés minent et déminent tour à tour des zones de passage, des bombes tombent du ciel, des civils fuient, des hommes coupent des têtes... toute l'horreur au quotidien, exprimée jour après jour dans des rapports froids et lancinants ponctués d'appels à la retenue.

Une région scannée par des forces internationales dans l'incapacité de mettre fin à des affrontements, non pas entre Israël et la Syrie mais entre forces gouvernementales syriennes, forces d'opposition et autres forces étrangères venues soutenir l'un ou l'autre des camps. Une ligne de séparation, un détail dans la grande guerre de Syrie, à une spécificité près, la proximité d'Israël.

En retraçant l'historique de la guerre civile syrienne, on peut se rendre compte que certaines évidences se sont au cours du temps révélées fausses. Elle fut présentée par les médias mainstream occidentaux comme une révolution de la population contre le régime de Bachar el-Assad. Pourtant, dès cette époque, des journalistes indépendants ont relaté que des miliciens étrangers arrivaient en Syrie pour participer à la lutte contre le régime en place et que certains états finançaient des mouvements d'opposition.

La tendance selon laquelle les forces d'opposition étaient principalement constituées de civils qui n'aspiraient qu'à rendre leur pays démocratique a longtemps persisté dans les informations diffusées dans nos contrées ainsi que dans le discours des chefs d'états. Le nombre d'étrangers au sein des forces d'opposition syriennes augmentant au fil

de temps, il fut de plus en plus compliqué de taire leur présence ; d'autant plus au regard du nombre croissant de citoyens européens, qui décidaient de rejoindre ce combat. Il est maintenant globalement reconnu que les forces d'opposition qui continuent le combat en Syrie sont principalement composées de groupes radicaux islamistes (comme Daesh et le Front al-Nosra). La part des révolutionnaires qui ne souhaitent qu'un changement de régime a depuis longtemps compris que la démocratie n'était plus l'objet de ce combat.

Parmi les nombreux pays entourant la Syrie, s'il en est un que peu de monde soupçonnerait de soutenir les forces d'opposition (constituées principalement de fondamentalistes religieux musulmans), c'est bien l'État d'Israël. Pourtant, la lecture des rapports de la FNUOD dévoile des éléments troublants à qui prend la peine d'en faire une lecture attentive. Parmi les nombreux incidents relatés par les observateurs de l'ONU, certains révèlent une implication inattendue des forces israéliennes qui amènent parfois à se poser des questions quant à la neutralité de son gouvernement. Certains incidents tels qu'ils ont été transmis aux membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies par le Secrétaire Général Ban Ki Moon sont consultables en français sur le site internet de la FNUOD.

Un premier incident est décrit dans le rapport S/2014/199 qui couvre la période allant du 4 décembre 2013 au 10 mars 2014 :

« (...) À maintes occasions, en particulier au cours d'affrontements violents entre les forces armées syriennes et les membres de l'opposition armée, la FNUOD a vu des membres armés de l'opposition transférer des blessés du secteur Bravo¹ aux forces israéliennes de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu ».

A la différence des autres événements décrits dans les rapports, ceux-ci ont été rassemblés au sein d'un même paragraphe sans en communiquer le nombre exact, les lieux dans lesquels ils se sont déroulés, les dates précises ni les circonstances de leur découverte. La différence de traitement

dont bénéficie cette information est interpellante quand on voit la précision avec laquelle sont relatés d'autres événements plus anecdotiques. On trouve cependant cette mention précise à la suite :

« Le 17 janvier, la FNUOD a observé les forces israéliennes dans le secteur Alpha alors qu'elles transféraient trois personnes aux membres armés de l'opposition à partir du secteur Bravo (...) ».

Dans l'extrait suivant issu du rapport S/2014/401 couvrant la période du 11 mars au 28 mai 2014, c'est bien 59 événements qui sont résumés en quelques lignes :

« (...) À 59 occasions, en particulier au cours d'affrontements violents entre les forces armées syriennes et les membres de l'opposition armée, la FNUOD a vu des membres armés de l'opposition transférer 89 blessés du secteur Bravo aux forces israéliennes de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu et les forces israéliennes du secteur Alpha transférant 19 personnes soignées et 2 décédées aux membres armés de l'opposition du secteur Bravo.

La mention de 59 transferts de personnes est suivie directement après par l'observation de transfert de deux caisses :

« À une occasion, la FNUOD a vu les forces israéliennes du secteur Alpha remettre deux caisses aux membres armés de l'opposition du secteur Bravo (...) ».

Le niveau d'organisation et de préparation nécessaire à de tels transferts entre les forces israéliennes et les forces d'opposition syriennes est si important qu'il implique des liens et des moyens de communication et un degré de confiance mutuel suffisant pour mettre la vie de leurs hommes dans les mains de leur ennemi supposé. On ne peut que s'interroger sur les motivations d'Israël à soutenir l'opposition syrienne. Il est également difficile de croire que des motifs humanitaires peuvent pousser Israël à agir de la sorte.

On pourrait croire que la Guerre civile syrienne aurait détourné l'attention des deux pays l'un envers l'autre. Pourtant cela ne semble pas être le cas comme l'illustre cet exemple qui provient du rapport S/2014/859 couvrant la période du 4 septembre au 19 novembre 2014 :

« (...) Le matin du 23 septembre, les Forces de défense israéliennes ont informé la FNUOD qu'elles avaient abattu un avion de l'armée de l'air syrienne au motif qu'il avait franchi la ligne de cessez-le-feu. Le personnel de l'ONU n'a pas vu l'avion de chasse survoler la zone de séparation ou franchir la ligne de cessez-le-feu, mais a constaté une explosion en plein vol, suivie d'une chute de débris dans une zone située à l'est de Jaba dans la zone de limitation, du côté Bravo (...) ».

Quand on sait qu'Israël secoure des opposants syriens blessés, on peut s'interroger sur sa neutralité lorsqu'elle abat un avion de l'armée de l'air syrienne survolant une zone de la Syrie contrôlée en grande partie par les opposants syriens...

Halau

(1) Le secteur Bravo est la zone de limitation du côté syrien.

UN OBSERVATOIRE SCRUTE LES INÉGALITÉS EN BELGIQUE

En mars 2015 s'est lancée une nouvelle initiative en matière d'information : l'Observatoire des Inégalités. Depuis, avec une régularité de métronome, il nous présente les résultats de ses travaux, liés à la recherche universitaire et au monde associatif bruxellois.

Ces auteurs, issus de différentes disciplines, sont inquiets de la persistance et de la croissance des inégalités sociales en Belgique. Par la convergence d'informations sur ce thème, leur ambition est de réaliser une base de données, centralisées et accessibles facilement, destinées au grand public et aux mouvements sociaux¹. Nous avons mené une discussion avec Alice Romainville, géographe-chômeuse, Xavier May, économiste à l'Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire (IGEAT) à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et Joël Girès, assistant en sociologie, également à l'ULB. Rencontre.

Kairos: Pourquoi avoir créé un Observatoire des inégalités? Ne sont-elles pas assez visibles dans notre société?

Observatoire des inégalités: L'idée de départ vient clairement d'une envie militante de présenter et défendre notre conception d'une société telle qu'elle devrait s'organiser. La Belgique ne compte pas énormément de médias alternatifs, dès lors pour accompagner ceux-ci nous avons imaginé cette initiative, nécessaire à nos yeux. Un élément important tient également à notre consternation face au milieu universitaire, très peu enclin à diffuser ses connaissances et informations vers le grand public. Sur place, à l'université, nous avons accès à toutes ces données pour écrire sur les sujets de prédilection de l'Observatoire. À notre niveau, nous tentons donc aussi de combler les manques du système universitaire.

OBSERVER LES INÉGALITÉS?

ON NE SAIT PLUS OÙ DONNER DE LA LUNETTE!

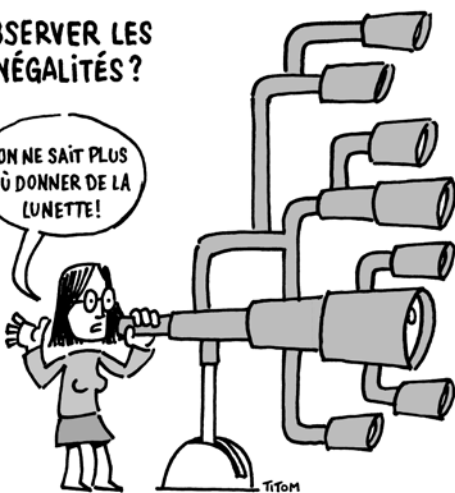


Illustration: Titom

L'idée n'est certainement pas d'adopter un style pamphlétaire, mais de présenter des textes courts, descriptifs et très explicatifs. Que notre société est inégalitaire, nous le savons, mais à quel point l'est-elle? L'idée générale est de réaliser un média diffusant dans d'autres cercles, produisant des

informations à utiliser comme des armes par des mouvements sociaux, des médias...

Nous avons mené des discussions entre collègues, puis nous nous sommes lancés et, après un an et demi de travail de préparation, le processus a abouti par la mise en ligne du site le 2 mars 2015. Nous l'alimentons au rythme de deux nouvelles thématiques mensuelles et disposons de matières en réserve pour plusieurs mois.

Quelles sont les disciplines de recherche de vos membres?

Nous sommes pour la plupart chercheurs, en sociologie, géographie, économie... mais ce n'est certainement pas le plus important. Nos disciplines nous définissent en partie, mais nous sommes surtout porteurs d'expériences personnelles diverses et variées. Les sujets sur lesquels nous avons envie d'écrire n'ont parfois rien à voir avec notre formation. L'important selon nous est justement de ne pas rester cantonnés à l'espace scientifique, et dans les faits nous sommes rejoints par des personnes dénuées de lien avec le milieu universitaire. Notre CV, nous pouvons à la limite l'utiliser comme une arme stratégique d'accès aux médias qui sont, aujourd'hui plus que jamais, dans une démarche de recherche d'« experts ».

Notre volonté, avant tout, est de ne créer aucune division basée sur des statuts professionnels ou une formation préalable, nous voulons sortir du jargon universitaire et être abordables à tous. Des personnes extérieures peuvent nous proposer leurs textes, sur base des quelques consignes de format disponibles sur le site. Notre ligne rédactionnelle vise à éviter la simple réalisation d'une carte de de l'inégalité sociale belge pour proposer des armes de réflexion et d'actions éventuelles pour les victimes du système inégalitaire.

Votre initiative se place au sein d'un réseau européen d'Observatoires, que pourriez-vous nous en dire?

Pour l'idée de base, nous nous sommes inspirés de l'Observatoire français des inégalités, une initiative cependant différente, présentant des articles plus descriptifs, consistant parfois uniquement en statistiques commentées. De notre côté, nous essayons de mettre plus de contenu et d'exprimer un point de vue. Ils ont diffusé l'information du lancement de notre site, nous sommes référencés et membres du réseau européen « Inequality Watch »² mais dans les faits nous sommes totalement indépendants. Nous avons fait le choix d'être bénévoles, là où les Français reçoivent des subsides, notamment pour éditer d'importants rapports annuels. Sur notre terrain belge, nous ne comptons pas explorer ce genre d'axes, car cela serait redondant avec d'autres organismes, par exemple l'Observatoire de la santé et du social de Bruxelles-Capitale. Leur travail est très riche, et pourra éventuellement nous être utile: nous pourrions y reprendre une information précise, la mettre en relation avec une étude personnelle pour aboutir à une donnée percutante. Nous sommes complémentaires, mais ce type d'organisme est lié au monde politique, orienté vers l'administration bruxelloise. Notre volonté n'est certainement pas de faire du « business experts / politiciens ». Par ailleurs, nous n'avons pas le sentiment qu'il faille informer les autorités sur les inégalités!

L'Observatoire est né dans une forme d'opposition au monde universitaire, comment expliquez-vous une telle frontière entre les personnes posant les constats des inégalités et les endroits où elles se manifestent?

Les chercheurs travaillant dans un cadre universitaire ne bénéficient pas trop de stimuli pour se diriger vers le terrain, vers du concret. On leur demande d'être excellents, de publier dans des revues en anglais avec un « Impact Factor »³, une cote de classement. Au sein de sa discipline, le but est de pouvoir se présenter « dans les X premiers du monde ». L'institution et le système universitaire poussent vers ces considérations, et ne valorisent nullement la diffusion des informations, du « savoir »,

vers le grand public. Nous avons contacté des universitaires travaillant sur des sujets en apparence intéressants pour l'Observatoire, mais nous avons eu peu de réponses et ces dernières ne développaient aucun effort pour éviter le jargon universitaire.

La logique est clairement de produire des articles scientifiques, dans des revues cotées pour allonger son CV, une logique intrinsèque à l'université car les budgets et les contrats sont évalués sur cette base. Le but est de décrocher un contrat à durée indéterminée – le Saint Graal à l'Université –, les chercheurs enchaînent dès lors les contrats de partenariats avec des organismes extérieurs avec cet espoir. Pour y arriver, il faut disposer d'un dossier en béton, composé par exemple de deux ans d'études à Berkeley, d'une liste monstrueuse de publications, au sein de grosses revues, en anglais, internationales, etc. L'activité scientifique est tournée vers ce but, mais la pression n'est pas directe: le chercheur a simplement la certitude du départ inéluctable s'il ne se conforme pas à ces critères.

Être dans cette course entraîne un rythme de travail hallucinant! A l'Université, nous pouvons observer des personnes constamment stressées, dans une vie entière consacrée à leur travail, sans plus de frontière entre leur vie privée et leur vie professionnelle. Nous ne considérons pas ce projet de vie comme un épanouissement. La plupart des chercheurs ont tendance à travailler douze heures par jour pour atteindre les objectifs de ces compétitions, ils ne vont dès lors pas en travailler une treizième pour l'Observatoire des inégalités! Dans leur système de pensée, ça ne vaut rien!

Pourrions-nous évoquer une certaine «instrumentalisation», dans les faits, de la pauvreté et des inégalités dans ce système universitaire, vers des buts de mérite personnel.

L'instrumentalisation n'est sans doute pas consciente. Il faut simplement publier, mais pas n'importe où. Le paradoxe de ce système tient dans l'existence d'une quantité vraiment incroyable d'informations produites, mais lues par personne! La littérature scientifique est réellement extrêmement prolifique, mais ne sort pas du cadre universitaire. Profitons-en pour rappeler un évident problème démocratique, car ces chercheurs produisant des millions d'articles sont très largement financés par la collectivité! Or au final, leurs travaux sont non seulement inaccessibles pour la plus grande majorité de la population, car en anglais ou hyper longs et jargonneux, mais en plus les travaux sont publiés dans des revues payantes!

Votre but n'est-il pas de combler certaines lacunes des médias traditionnels?

Nous regroupons des informations avec ce fil rouge des inégalités, sans nous positionner a priori en opposition aux médias. Beaucoup sont en effet peu enclins à sortir des positions consensuelles et à être critiques par rapport au système politique actuel mais, et c'est certainement déplorable, ils n'ont souvent simplement pas le temps de réaliser des recherches. Ici les thématiques sont plus spécialisées, nous leur proposons des choses plus pointues, car souvent beaucoup d'informations ne sont simplement pas à leur disposition.

Nous-mêmes sommes parfois étonnés de l'ampleur des événements que nous présentons. Nous avons par exemple réalisé un collage de différentes données sur les inégalités de santé à l'échelle des communes et de la Région bruxelloise. Nous y constatons qu'en Belgique les communes riches ont un taux d'enfants prématurés sensiblement plus bas que les communes pauvres. Or, les communes ont tout de même des diversités sur leur territoire, les communes riches ont une partie de population pauvre et vice-versa, mais en classant par commune riche/commune pauvre, les différences étaient impressionnantes en termes de taux de prématurité! De même, en Région bruxelloise,

le risque de décéder avant l'âge d'un an est deux fois plus élevé pour un enfant né dans un ménage sans revenu du travail que dans un ménage à deux revenus⁴.

Imaginez-vous des initiatives pour toucher le public en général inconscient de l'ampleur de ces inégalités?

**ESPÉRANCE DE VIE
JUSQU'À 8 ANS D'ÉCART
ENTRE COMMUNES RICHES
ET COMMUNES PAUVRES**



Nous pensons beaucoup aux manières de toucher le plus largement le grand public, mais dans l'état actuel de la situation, nous n'avons ni le temps ni les moyens de mener un travail de débat, d'animation, etc, même si nous trouverions cela intéressant. Nous nous concentrons sur le site, pour l'alimenter régulièrement et pour son amélioration. Chacun peut prendre des initiatives, nous répondrons aux propositions en fonction des possibilités. Nous avons l'espoir d'être rejoints par des gens intéressés à développer des choses avec nous. Par exemple, des personnes sont occupées à réfléchir au placement de capsules vidéos, pour rendre le site plus vivant.

Il existe un énorme réseau associatif, constituant certainement en partie notre lectorat, dont le travail quotidien implique les populations concernées par nos informations. Nous avons par exemple été invités par l'Université Populaire d'Anderlecht pour parler de la sur-représentation des enfants de familles précarisées dans l'enseignement spécialisé, notre article sur le sujet ayant provoqué un écho au sein de familles concernées. Lors de la soirée, nous avons évoqué beaucoup de situations très dures d'enfants envoyés abusivement dans le spécialisé, des enfants parlant simplement mal le français, vivant dans des familles pauvres, avec des problèmes familiaux... Le public était satisfait de l'échange mené ce soir-là, permettant une objectivation de leurs observations. La soirée les a confirmés dans leurs convictions et pourrait les avoir motivés à agir. Si nous pouvons avoir été un jalon dans leur compréhension de leur problème, et surtout dans une possibilité de réaction, alors cela aura été utile.

L'essence de notre projet est d'objectiver précisément les situations d'inégalité et d'accumuler les informations démontrant comment elles sont entretenues. Cette accumulation, par la connaissance globale du phénomène inégalitaire, démontre l'existence et les caractéristiques du système qui les génère.

**Propos recueillis
par Gérald Hanotiaux
et Alexandre Penasse**

CANDIDATS ET ÉLUS À BRUXELLES: UN ENJEU DÉMOCRATIQUE

Nous avons recueilli les propos d'un membre de l'Observatoire, Gilles van Hamme, au sujet de son étude sur l'origine sociale des candidats et élus à Bruxelles.

Quelles sont les conclusions de votre étude?

Le principal constat concernant l'observation de l'origine géographique de la totalité des candidats est l'existence d'une répartition assez homogène sur l'ensemble du territoire des 19 communes bruxelloises. Sur cette question, il n'y a donc pas de forte discrimination en regard des revenus selon les quartiers. Par contre, pour les quatre principaux partis (PS / MR / CDH / ECOLO), nous observons déjà une différence assez nette par rapport aux quartiers d'origine, avec une sur-représentation de candidats originaires des quartiers les plus favorisés. En regardant l'origine des élus, ça devient encore plus spectaculaire: les élus, après scrutins, sont très sur-représentés dans les quartiers les plus aisés et sous-représentés dans les quartiers les plus pauvres.

Quelle en est la raison selon vous?

La raison d'une bonne répartition sociale et territoriale des candidats, sur l'ensemble de l'espace, revient à une importante présence de certains partis dans les quartiers pauvres (des petits partis musulmans, le PTB,...), fonctionnant comme élément d'équilibrage. Ensuite, au sein des grands partis, nous constatons déjà une sélection sociale en interne, plus importante pour le MR et le CDH, deux partis recrutant beaucoup dans les quartiers aisés de la ville. Par ailleurs, entre les candidats des grands partis et leurs élus, une forme de sélection sociale semble également se développer à l'intérieur des organisations. Sur l'ensemble des personnes présentes sur les listes, les candidats élus résident plus souvent dans les quartiers riches que ceux non-élus. La connaissance de la nature des mécanismes socio-politiques à l'intérieur des partis demanderait de plus amples investigations, notamment au sujet de la sélection sociale dans l'attribution des positions sur les listes. Il existe un ensemble de petites choses se chevauchant pour mener à ce résultat: les partis sélectionnent les bons orateurs, ces derniers sont détenteurs de hauts diplômes, sont peut-être mus par une plus grande ambition, elle-même résultat d'un encouragement familial, etc. Nous n'assistons pas nécessairement à un plan prémédité de la part des partis.

L'article: «Candidats et élus à Bruxelles: un enjeu démocratique», est disponible à cette adresse: <http://inegalites.be/Candidats-et-elus-a-Bruxelles-un>

(1) Tous les textes sont disponibles en français et en néerlandais sur <http://inegalites.be>
 (2) <http://www.inequalitywatch.eu>
 (3) Le facteur d'impact est un calcul estimant la visibilité des travaux, par le nombre moyen de citations des articles présents dans la revue. Les facteurs d'impact servent de critère d'évaluation, définissant un supposé niveau d'excellence de la revue. Ils sont publiés annuellement, dans le « Thomson Reuters Journal Citation Reports ».
 (4) Article « Les inégalités sociales de santé à la naissance », Observatoire des Inégalités, 12 mars 2015. <http://inegalites.be/Les-inegalites-sociales-de-sante-a>. Un autre article sur la thématique proche, « Les inégalités d'espérance de vie », par Gilles Van Hamme, Isaline Wertz et Tais Grippa, 3 août 2015. <http://inegalites.be/Les-inegalites-d-esperance-de-vie>

UNE FLÛTE EN ROULEAU ET CD

Matériel nécessaire

- 3 CD
- un rouleau en carton (type rouleau pour tissu ou papier chez imprimeur)
- scotch double-face
- une paire de ciseaux

Temps de réalisation : 10 minutes

Marche à suivre :

Réalisation de l'anche avec les trois CD.

Sur un seul CD on découpe une bandelette comme sur la photo.

On colle ensuite les trois CD les uns sur les autres avec le scotch double face en mettant bien le CD qui a la bandelette découpée au milieu, en sandwich entre les deux autres.

Attention il ne faut pas les mettre exactement les uns sur les autres. Celui du milieu (celui qui a la bandelette découpée) doit être un petit peu en avant des deux autres du côté du trou pour faire véritablement une petite anche.



On met du scotch double face sur les trois CD ainsi assemblés et on les colle sur le tube en carton.

On fait des trous sur le tube en carton.

Cédric, en 2014, a réalisé la plus grande flûte à bec du monde!! Le son émis était tellement grave que les infra-basses générées ont brisé les vitres (cf vitre de droite).

Cette recette est inspirée de l'excellent livre de Max Vandervorst « Faire des instruments de musique avec du papier et du carton ».



BRÈVES

L'OPPORTUNE PUBLICITÉ DU JOURNAL LE SOIR

Le journal Le Soir : toujours plus haut, toujours plus beau! Dans son édition du mercredi 22 avril 2015, le journaliste Xavier Counasse consacre la page 3 à un projet de loi du Ministre des finances Johan Van Overtveldt, au sujet de la « taxe Caïman » (sous-famille de crocodiliens, proches des alligators). L'objectif est clair, « *lutter contre les constructions juridiques basées dans des paradis fiscaux* ». À l'attaque Johan!

Sous la photo du ministre, une grande publicité rectangulaire présente une table entourée de onze hommes et deux femmes, annonçant leur implacable slogan : « *Nous plaçons vos avoirs là où les performances sont régulières* ». Qui donc a payé Le Soir pour placer cette publicité à cet endroit précis? « *Une équipe d'analystes et de gestionnaires de fonds au service de votre patrimoine* » : Banque de Luxembourg Investments!

Combien de billets de banque le journal a-t-il palpé pour cette mise à disposition bien à-propos? Nous ne pourrions le savoir! En revanche nous avons pu calculer la taille de la pub : si le texte du journaliste couvre 525 centimètres carrés, la publicité en bénéficie de 437! Allez Le Soir : 88 centimètres carrés d'effort à fournir, tout au plus, et la prochaine fois la propagande bancaire luxembourgeoise occupera plus d'espace que la propagande ministérielle! Au boulot!

G.H.

LE PRINCE REYNDERS

Comme chaque année s'est tenu, du 26 février au 2 mars 2015, cet étrange événement permettant aux communs des mortels de payer un droit d'entrée, conséquent, pour acheter la possibilité d'aller dépenser de l'argent : la Foire du livre de Bruxelles.

L'espace est envahi de livres et de gens circulant dans les allées de la Foire quand, soudain, un quidam émerge à l'horizon, dont la fonction sociale porte le nom de « ministre ». En l'occurrence, dans le cas présent, « ministre des affaires étrangères » : Didier Reynders.

Il scrute les tables couvertes de livres, s'introduit dans l'échoppe d'un éditeur et consulte les ouvrages exposés. Soudain, hop, il place un livre sous son bras, continue sa route dans le stand, hop, un second ouvrage va rejoindre le premier, et ainsi de suite... Jusqu'à ce que, tout de même, après quelques ouvrages réquisitionnés une dame ose l'outrecuidance : « Monsieur, les livres ne sont pas gratuits! » Le Reynders feint l'étonnement, puis rétorque : « mais enfin, savez-vous à qui vous parlez! » La dame est bien informée, elle n'a toutefois pas inscrit au planning le don injustifié à un quidam, tout ministre soit-il. Ce quidam, tel les autres visiteurs, était mortel ; commun, il le croyait moins, semble-t-il...

Hé Ditch', la prochaine fois fais comme tout le monde, essaie sous le pull ou dans la mallette!

G.H.

ZBAD : ZONE BOISÉE À DÉFENDRE

La destruction de la forêt de Hambach (entre Aix-la-Chapelle et Cologne, en Rhénanie du nord-Westphalie) pour y extraire la lignite va bon train. Ayant renoncé au nucléaire, le gouvernement allemand se rabat sur les énergies fossiles pour produire son électricité, sans se poser aucunement la question essentielle de la sortie du monde énergétique intenable qui est le nôtre. D'intrépides zadistes sont à l'œuvre pour sauver les meubles (ou plutôt leur matière première), barricadés dans des galeries en sous-sol ou dans la cime des arbres. Une visite pour les soutenir est la bienvenue. Autrement, on peut aussi découvrir l'histoire de cette ZAD dans l'album de photos commentées de Marc Wendelski, Werner Moron & Hervé Kempf, Beyond the forest, éd. Yellow Now, 2014.

B. L.

- « NOUS VIVONS UNE ÉPOQUE FORMIDABLE. ALORS PRENEZ DE L'AVANCE, LISEZ L'ÉCHO »! Prononcé par un Syrien échoué sur une plage européenne. Pub entendue sur la radio La Première.

PAS DE COMPTE FACEBOOK ? COUPABLE !

Le réseau social Facebook a récemment déposé un brevet qui permettrait aux réseaux bancaires d'analyser la liste de vos « amis » et, ainsi, à partir d'elle de décider de l'octroi d'un prêt ou non. Que cela se concrétise ou pas, rien d'étonnant ici, tout cela ne fait que préparer le terrain à une prochaine stigmatisation de celui qui ne posséderait pas de compte Facebook. Ce seul choix sera considéré comme une sédition...

I AM COCA!

On pourrait en faire un article entier, tellement le sujet illustre parfaitement l'ambiguïté de la position qui est celle de la star qui se dit « critique » tout en se nourrissant goulûment des avantages qu'offrent certaines des pires manifestations de cette société. Ainsi, celui chez qui on pouvait parfois retrouver dans les chansons une forme de dénonciation de la société de consommation et des illusions qu'elle suscitait chez les jeunes de banlieue, a fait il y a quelques mois une pub pour... Coca-Cola. Objet de critiques virulentes de la part de certains de ces fans, le plus intéressant est la réponse qu'Akhenaton leur offre, tout un symbole de ces faux-critiques du système qui en font leur beurre et prône un « capitalisme juste et où le partage se ferait mieux qu'aujourd'hui ».

Excluant d'emblée ceux qui le critiquent dans le domaine des « non-fans », le texte du rappeur condense en quelques paragraphes les arguments classiques de celui qui cherche à justifier l'injustifiable : celui qui critique est un aigri et un jaloux ; celui qui critique a assimilé les thèses de l'extrême droite ; la pub n'est pas toujours mauvaise et l'artiste se dit libre d'avoir pu faire ce qu'il voulait ; le bon prétexte du caritatif (« Tout cela m'a permis de reverser mon cachet à des associations caritatives »... il aurait pu faire un don sur fonds propres sans se faire payer par une multinationale criminelle). Et la plus belle et répandue pour la fin : tu me critiques mais le seul fait que tu aies aussi des contradictions enlève toute valeur à ta critique (« Ce qui est marrant mon ami(e), c'est de recevoir tes critiques postées d'un ordinateur ou d'un Smartphone fabriqué par des ouvriers esclaves chinois (...) ») : « Tu pourras me renvoyer tes messages quand tu vivras dans une grotte isolé(e) du monde et défait de tout ce dont je viens de parler et même plus ». Quelle dialectique!

A.P.

VU, LU, ENTENDU



PAR ICI LES SORTIES !

Le syndicaliste révolutionnaire **Sebastian Cortés** démontre dans un livre court et percutant (**Antifascisme radical? Sur la nature industrielle du fascisme**, éd. CNT-RP, 117 p.) qu'un antifascisme digne de ce nom, qui va à la racine (radical), ne peut qu'être nécessairement anti-industriel, car « *s'arc-bouter pour défendre la barricade antifasciste a-t-il encore un sens à l'heure où le capitalisme industriel propose presque la même chose que le fascisme, mais sous couvert de marchandises moralement neutres?* » (p. 14). À méditer par tous les antifa qui, tantôt pragmatiques, tantôt idéalistes, prennent le parti du Progrès et du libéralisme, alors que « *c'est bien plutôt le numérique et l'industrialisme qui sont réactionnaires, qui perpétuent l'exploitation de l'homme par l'homme – en nous faisant croire que non* » (p. 75). En complémentarité, le philosophe **Mark Hunyadi** (UCL) propose, dans **La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps** (éd. Le Bord de l'eau, 112 p.), une courageuse réflexion théorique sur nos modes de vie devenus tyranniques au nom de l'accomplissement des libertés individuelles. « *Le fait est qu'aujourd'hui [...] par crainte de limiter les libertés fondamentales telles que la liberté d'entreprendre, de commercer, d'échanger, de rechercher et de commercialiser, on laisse faire des choses qui, au total, accouchent d'effets que personne n'a voulu mais qui, cumulés, finissent par imposer un mode de vie qui nous échappe mais dont on ne peut plus s'échapper* » (p. 100). À méditer par tous les syndicalistes d'accompagnement qui réclament, sans penser plus loin, toujours davantage de pouvoir d'achat pour leurs affiliés. Par contre, ils seront certainement d'accord avec **Vincent de Gaulejac** et **Fabienne Hanique** (**Le capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou**, éd. du Seuil, 272 p.) qui pointent le décervelage des individus par l'usage du paradoxe comme méthode de management dans les entreprises modernes. Un exemple parmi

beaucoup d'autres : « *il faut faire plus avec moins* ». Les retombées sociétales en sont inquiétantes : « *L'individu hypermoderne ne se réalise plus, comme dans les sociétés modernes, dans la maîtrise, la volonté, la force morale, la raison et le respect de la loi, mais dans le dépassement des limites, l'excès, la capacité de louvoyer dans les contradictions du monde, dans sa capacité à supporter les injonctions paradoxales qui l'assaillent de toute part* » (p. 21). À méditer par tous les zéloteurs du libéralisme économique-source-de-richesses-et-de-réalisation-de-soi, qui devraient aussi lire deux autres ouvrages : d'abord **Piéonexie** (éd. Le Bord de l'eau, 133 p.) du philosophe **Dany-Robert Dufour**, l'un des plus fins critiques de la doctrine libérale. L'un des piliers de celle-ci, la piéonexie, est le fait de vouloir posséder toujours plus. Cet opus original se présente sous la forme de dialogues socratiques révisés, d'après *La République* et le *Gorgias* de Platon, ainsi que d'un récit d'après *La fa des abeilles* de Bernard de Mandeville et d'un texte méconnu du philosophe roumain Dimitrie Cantemir (1673-1723). Ensuite, **La comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale** (éd. Erès, 158 p.) où la sociologue **Danièle Linhart** témoigne des délires idéologiques tenus par les « *anthropreneurs* » qu'elle a rencontrés lors de colloques. Depuis le taylorisme et le fordisme, rien n'a fondamentalement changé, il s'agit encore et toujours, pour le néo-management, de détourner, contrôler, et même détruire les savoir-faire professionnels en manipulant la dimension humaine et en ignorant la dimension professionnelle de travailleurs précaires, priés de se vouer corps et âme à leur entreprise. « *Quel est ce salarié vertueux? C'est celui qui accepte la flexibilité, la mobilité, la disponibilité, qui comprend la nécessité de s'engager à fond dans son travail, qui est loyal à l'égard de son entreprise, qui recherche l'excellence, et surtout qui accepte de se remettre en question* » (p. 112). L'esclavage salarié n'est pas un vain mot.

B. L.

LA REVUE BALLAST

« *Tenir tête, fédérer, amorcer* ». C'est sur ces trois piliers que, depuis novembre 2014, la revue **Ballast** entend bâtir des ponts entre les différentes maisons du socialisme radical. Le collectif éditorial s'est approprié la pensée d'Auguste Blanqui (1805-1881), pour qui « *Chaque école, chaque nuance a sa mission à remplir, sa partie à jouer dans le grand drame révolutionnaire, et si cette multiplicité des systèmes vous semblait funeste, vous méconnaîtriez la plus irrécusable des vérités: la lumière ne jaillit que de la discussion.* »



C'est donc avec la ferme intention de sortir des guerres de chapeaux et des « puretés de papier » que le collectif a - déjà - imprimé trois numéros à l'encre noire et rouge. Chaque opus compte pas moins de 140 pages de points de vue communistes, anarchistes, zapatistes et féministes. Le tout à un rythme lent. Car **Ballast** aborde les questions d'actualité sur de larges plages. Et ce, qu'il s'agisse des objecteurs de conscience israéliens, d'un centre de santé autogéré à Toulouse, de l'usine Metal Temple en lutte ou des violences sexuelles commises en Egypte. La revue s'accorde le même tempo pour développer une analyse plus théorique de la novlangue, des enjeux économiques et sociaux liés à l'Euro, du tirage au sort et d'autres champs d'action.

D'une page à l'autre, on passe aisément du reportage au portrait d'une figure majeure des mouvements d'émancipation. Dans la galerie, on retrouve les militants Carlo Cafiero, Victor Serge et Rosa Luxembourg aux côtés des artistes Pier Paolo Pasolini, Jean Sénac et George Orwell.

Dans la même dynamique, le magazine se décline également sur Internet. Le site www.revue-ballast.fr propose ainsi des articles « longue durée », qui recourent et prolongent les réflexions lancées dans la version papier.

Si d'autres magazines ont déjà accueilli des auteurs d'obédiences politiques opposées (bien que sœurs), **Ballast** a le mérite de reformuler l'invitation avec force dans un paysage socialiste qui ne cesse de se polariser et ne parvient pas à sortir de l'ornière malgré une actualité brûlante. On ne peut donc que souhaiter à **Ballast** de poursuivre son travail. Et de l'étendre. En plus de quelques articles sur le Plat pays, on aimerait ainsi lire une même question traitée parallèlement par plusieurs plumes, afin de réellement confronter différentes voix socialistes, de les mettre en résonance et – pourquoi pas ? – de les synthétiser.

De bonne tenue, diffusée en librairie, **Ballast** rencontrera rapidement un lectorat fidèle. Mais la revue a les défauts de ses qualités. Bien qu'elle désire éviter cet écueil, elle jargonne un peu et fait ici ou là référence à des auteurs connus des seuls militants. Rien d'insurmontable, ceci dit. Par contre, son prix (12 euros) la prive probablement d'une partie de son public potentiel et lui fait manquer un de ses objectifs : diffuser le socialisme révolutionnaire le plus largement possible. A quoi le site palliera en partie.

Le **ballast** désigne ces cailloux qui supportent les voies ferrées. Ils n'ont ni la même taille ni la même teinte. Ils changent au fil du voyage. Et c'est très bien ainsi.

Hector Ticolis

AGENDA

LE TEMPS DES COMMUNS

« Le temps des communs » est un festival international et décentralisé dédié aux (biens) communs, qui se déroule du 5 au 18 octobre dans plusieurs pays francophones (Belgique, France, Canada, Suisse, Sénégal). Des centaines d'initiatives pour faire connaître et grandir les communs et pour imaginer ensemble un monde dans lequel le partage des ressources serait au cœur du projet collectif. A Bruxelles, plusieurs événements (rencontres, visites, projections, concerts) portés par des associations et collectifs locaux (Association belge pour le logiciel libre, Community Land Trust Bruxelles, Commons Josaphat, Selfcity.be, BEES coop, la Carotte, Neutrinet, Terre-en-vue, la Zinneke Parade, etc.) permettront d'aborder de manière transversale de nombreuses thématiques liées aux communs, comme l'Internet et le logiciel libre, l'économie, le logement, l'urbanisme ou encore la culture.

Retrouvez l'agenda complet des événements bruxellois sur : <http://bruxelles.tempsdescommuns.org>

COLLOQUE INTERNATIONAL : « QUAND L'INVASION TECHNOLOGIQUE MENACE NOS LIBERTÉS », ORGANISÉ PAR LE GRAPPE ASBL

Au nom de la sécurité ou tout simplement parce que la modernité l'impose, nous sommes tenus de nous adapter, et de nous en réjouir, à des innovations techniques de plus en plus intrusives : caméras de surveillance, contrôles biométriques, GPS, drones etc... Les technologies numériques, la robotique et l'informatique s'insinuent partout pour nous faciliter la vie. Mais, notre vie privée, nos libertés sont menacées.

Une réflexion de fond et un large débat public s'imposent à ce sujet. Le Grappe entend contribuer à ce débat et organise à cet effet une journée de réflexion en commun et de large discussion le 17 octobre prochain :

Colloque « Quand l'invasion technologique menace nos libertés ». **Samedi 17 octobre - de 9h30 à 17h30 - Université de Namur - Faculté de Droit.**

Avec la participation de **Matthieu Amiech**, membre du Groupe Marcuse; **Marie-Christine Blandin**, sénatrice française; **Simon Charbonneau**, maître de conférences honoraire à l'Université de Bordeaux; **François Danieli**, juriste à la Ligue des droits de l'Homme; **Martine Dardenne**, sénatrice honoraire; **Cécile De Terwangne**, professeur à la faculté de droit de Namur et directrice de recherches au CRIDS; **Michela Di Carlo**, membre du collectif « Faut pas pucer » et **Jean-Pierre Lebrun**, psychiatre et psychanalyste, auteur de plusieurs ouvrages sur la condition humaine.

Merci de relayer l'information !

TRAITÉ TRANSATLANTIQUE: L'OPPOSITION HISTORIQUE



L'Accord Economique et Commercial Global (AECG ou CETA) et le Traité Transatlantique (TTIP ou TAFTA) sont des traités qui, s'ils devaient se concrétiser, signeraient un «avant» et un «après». L'«après», où des multinationales qui gouvernent déjà nos vies et pillent la nature, auraient désormais une souveraineté totalitaire sur la terre et les êtres vivants, gravée dans le marbre de traités iniques.

Toute dénonciation de leur nocivité profonde est donc indispensable: faites suivre la mini-bd de Kairos et rejoignez la presse qui parle enfin de ce qui nous importe.

LA SUITE SUR
KAIROSPRESSE.BE/TTIP

L'AN PIRE
RESTE À VENIR

DISTRIBUEZ KAIROS AUSSI!



Dans notre recherche pour développer un réseau afin de diffuser Kairos le plus largement possible, nous avons pensé à le distribuer dans divers lieux de rencontres (cafés, espaces culturels, lieux militants, etc.), auxquels nous proposerons d'en prendre une grande quantité que nous leur vendrions à un prix réduit et que ceux-ci vendraient à leur tour à prix libre. Nous espérons que cela nous fera connaître et sommes assez convaincus que nos lecteurs actuels ne font pas de la prospection afin de trouver

l'endroit où Kairos serait le moins cher. Si vous êtes abonné, nous espérons que vous le resterez; si vous avez l'habitude d'acheter votre Kairos chez un libraire, nous souhaitons que vous continuerez.

Acheter Kairos, c'est poser un acte de soutien à la presse libre. Sans argent, pas de journal.

*Contactez-nous si vous voulez aussi obtenir des Kairos: info@kairospresse.be

Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 —
BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur:
www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!